

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

THÉORIE DE LA COMPLICITÉ

(ÉTUDE DE LÉGISLATION COMPARÉE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 23 Mai 1900, à 8 heures 1/2

Par **Julian TEODORESCO**

Président : M. LEVEILLÉ, professeur

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN } professeurs
GARÇON

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement

PARIS

JOUVE & BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

THÈSE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE DOCTORAT

THÉORIE
DE LA
COMPLICITÉ

(ÉTUDE DE LÉGISLATION COMPARÉE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

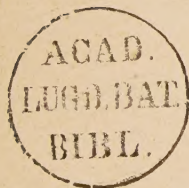
Le 23 Mai 1900, à 8 heures 1/2

Par Julian TEODORESCO

Président : M. LEVEILLÉ, professeur.

*Suffragants : } MM. LE POITTEVIN { professeurs.
GARÇON*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1900

AVANT-PROPOS

Le problème de la participation, presque aussi ancien que les premiers principes du droit pénal, a suscité surtout dans la doctrine bien des discussions.

La jurisprudence à son tour a dû intervenir sans solution de continuité, pour interpréter les quelques articles relatifs à la complicité et si les auteurs se sont référé très souvent à ses arrêts, nous devons le reconnaître, cela a été plutôt pour les critiquer.

Le plan que nous avons suivi dans le cours de cette étude est le suivant : Nous avons exposé tout d'abord le droit français, relativement à chaque question qui touche à la participation, en tenant compte des critiques qui lui ont été adressées ; ensuite, sur la même question, nous avons passé en revue les diverses législations étrangères en mettant en relief les différences les plus saillantes dans chacune d'elles, avec la loi française.

Notre but en faisant cette comparaison, était d'arriver à quelques systèmes-types auxquels on puisse facilement rattacher n'importe quel Code pénal, au point de vue de la question que nous examinions.

Tout cela se trouve contenu dans la première et deuxième partie de notre étude.

D'autre part, il nous a semblé que les modifications introduites dans le Code pénal français, par les rédacteurs du projet de 1892, devaient trouver une place à part dans l'examen de la complicité, c'est pourquoi nous leur avons consacré une section spéciale.

..

Jusqu'à la moitié du xix^e siècle, les divergences entre les criminalistes portaient seulement sur certaines parties de la complicité, comme par ex. sur la peine de co-participants, sur la situation des récepteurs, etc., etc., mais on ne s'attaquait pas à la base même de la théorie; depuis cette époque et surtout pendant ces dernières années, de nouveaux systèmes ont surgi qui contestent même le fondement de la théorie classique.

Tout d'abord, en Allemagne, on a imaginé un autre système qui date depuis 1860 mais qui a été exposé d'une façon plus complète il y a cinq ans, dans le congrès de Linz et qu'on appelle : *théorie de la complicité-délit distinct*.

D'autre part, en Italie comme en France, pays auxquels revient l'honneur d'avoir donné un si grand essor à la science pénale, nous remarquons un autre système encore plus récent, intitulé : *théorie de la complicité-circonstance aggravante*.

Nous avons été obligé de leur consacrer toute la troisième partie de notre étude, d'autant plus que nous nous rattachons nous-même à une de ces deux théories.

Nous serions très heureux si par ce travail nous avions réussi à apporter quelque clarté, dans un problème aussi complexe que celui de la participation.

Priaz 1900.

THÉORIE DE LA COMPLICITÉ

(Étude de législation comparée)

PREMIÈRE PARTIE

SECTION I

Définition. Association et complicité.

Conditions nécessaires à l'existence de la complicité.

La loi n'a pas défini la complicité. En effet, il est bien difficile de trouver une définition, qui puisse contenir d'une façon claire et précise, tous les cas de complicité. Cependant les interprètes de la loi, se sont arrêtés à une sorte de formule. Ils ont dit : la complicité (de complex : uni, joint) consiste dans « l'unité de délit et la pluralité d'agents ». Il est vrai, cette phrase contient des éléments

tout à fait indispensables à la complicité, mais elle ne les contient pas tous. Prise à la lettre, cette formule donnerait lieu à des confusions avec une autre matière du code pénal qui ressemble beaucoup à la complicité, mais qui en diffère non seulement au point de vue pratique, mais aussi et surtout au point de vue théorique.

Supposons plusieurs individus qui ont commis un crime ou un délit sans aucune entente préalable.

Dans ce cas, nous aurons plusieurs délits, c'est-à-dire autant qu'il y a de délinquants. Mais, nous n'aurons pas le fait de complicité, parce que cette dernière a besoin pour son existence d'une entente qui précède le délit. Alors, peut-on dire que toujours, lorsqu'on se trouve devant une entente préalable, la complicité a lieu aussi ? D'une façon générale, on peut répondre oui, mais pas nécessairement.

C'est ici qu'il convient d'établir la distinction entre l'entente préalable de la complicité et l'entente préalable de l'association parce que la confusion est facile à faire.

Lorsque plusieurs individus se seront concertés dans le but de commettre des crimes ou délits sans les déterminer parce que ces crimes ou délits ne sont pas même en projet, ou, qu'une fois projetés, ils les auront continués d'une façon successive, nous nous trouverons devant une *association*.

Ce cas est prévu et puni par le Code dans les articles 265, 266 et 267, 276 et 381, § 2.

D'autre part, à côté du caractère de continuité, l'asso-

ciation présente une certaine organisation, voire même des statuts (1).

La complicité n'a pas besoin de tout cela. Pour elle une entente de quelques moments suffit, pourvu qu'elle ait comme but un crime ou un délit déterminé, après lequel les délinquants se séparent, sauf peut-être à se retrouver plus tard.

Mais si la complicité n'a pas comme base la continuité qui est indispensable à l'association, il ne faut pas croire qu'elle soit dépourvue de toute condition pour son existence. Au contraire, la loi en prévoit plusieurs. Ainsi :

1° Il faut que le fait auquel on a contribué, constitue une action principale et que cette action soit punissable.

Cette condition contient deux idées qui ne ressortent pas précisément des articles du Code pénal, mais peuvent en être déduites.

Quant à la première idée, on doit considérer que la complicité n'est que la dépendance d'un fait principal. En effet, le complice ne fait que collaborer à l'action d'autrui, qui doit exister par elle-même ; autrement il n'y

1. Henri Jolly, dans son intéressant livre intitulé : « *Le Crime* » pg. 142 et sq.

aurait pas de coopération. On ne coopère pas à quelque chose d'inexistant.

D'ailleurs, d'un examen plus attentif des articles 60, 61 et 62 du Code pénal, où il s'agit du rôle du complice on peut déduire que ce rôle est considéré par la loi comme accessoire. De là on peut logiquement tirer cette conséquence, que la loi a sous-entendu l'existence d'un fait principal, auquel doivent être rattachés les faits des complices.

L'autre idée, sur laquelle nous reviendrons dans la deuxième partie de cette étude, a besoin d'être développée davantage. Nous avons dit que « *le fait principal doit être punissable* ».

Qu'arrive-t-il si un délit prévu et puni par la loi aujourd'hui n'est plus punissable demain parce qu'une nouvelle loi le décide ainsi; ou si une amnistie intervient, ou enfin, si la prescription s'accomplit? Dans tous ces cas, les complices profiteront-ils de ces nouvelles circonstances pour échapper à la peine qu'ils auraient dû encourir? Pour plus de clarté prenons un exemple, que tous les auteurs citent. C'est le cas du suicide.

Cette infraction dans notre Code pénal n'est pas punie (1) contrairement à ce qu'il arrive en Italie, en Hollande et dans d'autres pays. Si quelqu'un fournit au suicidé le nécessaire pour accomplir son acte, notre code ne

1. Cass., 27 avr. 1815. Lhuillier, (S. et P. chr.) Blanche t. 2, n. 45.

punissant pas l'auteur principal, nous devons admettre en vertu de notre principe, que le complice ne sera pas puni non plus.

De même pour le duel. Tant que la jurisprudence ne voyait aucun crime ou délit dans ce fait, les témoins de ce duel ne devaient encourir aucune peine ; mais depuis 1837 la jurisprudence ayant changé d'avis, on doit admettre que les témoins pourront être punis comme complices d'un délit ou d'un crime, suivant les circonstances.

Il n'y aura pas non plus de peine pour les complices en cas d'amnistie ou de prescription du fait de l'auteur principal, bien que ce dernier point soit contesté par quelques auteurs, comme F. Helie (t. 2 n. 1001).

Passons à d'autres hypothèses. L'auteur principal est mort, en fuite ou inconnu. Dans ces différents cas il nous sera impossible de lui appliquer une peine ; cette impossibilité matérielle suffit-elle pour exempter de peine les complices existants et présents ? Non parce qu'une fois que l'existence du fait principal est constante et reconnue, il n'est pas nécessaire, pour la poursuite du complice, qu'il y ait poursuite contre l'auteur principal ; il suffit que le fait matériel du crime principal existe et que le fait de complicité ait lui-même un caractère criminel.

Nous avons vu ce qui arrive si le fait est consommé, voyons ce qui arrive en cas de tentative. Que doit-on décider lorsqu'un crime a été tenté et manqué ? Y a-t-il lieu à l'application d'une peine contre les complices ? La solution de cette question doit être recherchée au chapitre

de la tentative. Le principe établi est que les complices seront punis toutes les fois qu'une peine sera encourue par les auteurs.

En nous rapportant donc à la tentative, nous serons obligés de faire une distinction avec les articles 2 et 3 du Code pénal. Ainsi, s'il s'agit d'un crime qui a reçu un commencement d'exécution, mais qui a été inachevé à cause de circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur cette tentative sera punie conformément aux dispositions de l'article 2.

Elle le sera aussi en cas de délit tenté et manqué, mais elle ne le sera pas d'une façon générale ; il faut qu'une disposition spéciale de la loi le décide (art. 3).

Voilà donc les cas dans lesquels les complices de la tentative pourront être punis.

N'y a-t-il pas une contradiction entre cette solution que nous venons de donner et les articles relatifs à la complicité d'où il semble résulter qu'il faut que le fait soit consommé pour que les complices soient punissables ? Non, parce que, dit M. Garraud (1), on doit considérer que les articles 60, 61 et 62 envisageant les crimes et les délits au point de vue de la peine criminelle ou correctionnelle qui leur est applicable indépendamment de leur achèvement et par opposition aux faits punis de peines de simple police et dont la complicité n'est pas punissable.

La conséquence de tout cela est que la complicité de la

1. — Garraud *Précis de droit criminel* page 348.

tentative est toujours punie pour les crimes, quelquefois pour les délits et jamais pour les contraventions.

Il nous reste à démontrer que la tentative de complicité n'est pas punissable. Dans ce but, nous allons supposer le cas suivant. Un complice s'engage à fournir des armes pour l'accomplissement d'un méfait. Il ne le fait pas, soit pour des causes entièrement personnelles, soit à la suite d'un obstacle quelconque qui l'a mis dans l'impossibilité de réaliser sa volonté. Le résultat sera que le crime ou le délit non seulement n'aura pas lieu, mais ne recevra même pas un commencement d'exécution.

Si, au contraire, c'est l'auteur lui-même qui n'a pas exécuté son acte, soit par un dernier scrupule personnel, soit par un obstacle quelconque ; et, que le complice ait tout fait pour la réussite de l'action, mais qu'ici comme dans la première hypothèse, il n'y ait pas eu de commencement d'exécution, nous déciderons qu'il n'y aura pas lieu à une punition.

En vérité, nous avons dit qu'il faut que l'action du complice se rattache au fait de l'auteur principal, or dans les hypothèses prévues, ce dernier élément nous manque, il n'y a pas de fait principal ; dès lors, on est obligé de conclure qu'il n'y a pas de peine lorsqu'on se trouve devant une tentative de complicité.

2° *Il faut que l'action principale soit qualifiée de crime ou de délit.*

L'article 59 du Code pénal dit : « Les complices *d'un crime ou d'un délit* seront punis ». De même, l'article 60. « Seront punis comme complices d'une action qualifiée *crime ou délit* ». Il résulte donc de ces articles qu'on ne peut être considéré et puni comme complice, que dans le cas où le fait auquel on contribue est un crime ou un délit. Il n'y aura pas de complicité lorsque ce fait sera qualifié contravention. Cependant ce principe présente des exceptions.

Ainsi dans l'article 479, n. 8 nous lisons. « Les auteurs ou *complices* des bruits ou tapage injurieux ou nocturnes » seront punis d'une amende de...

Le même cas et la même solution est prévue dans l'article 460 n° 5 du Code pénal.

Ces articles donc s'écartent du principe général, parce que les complices y sont punis.

Quelle est la raison pour laquelle le complice dans une contravention n'est pas puni ?

Nous savons que ce qui rattache le complice à l'auteur d'un crime ou d'un délit c'est son intention, qui détermine une sorte de solidarité au point de vue de la répression ; mais, en matière de contraventions, indépendamment de leur faible gravité, l'intention ne joue aucun rôle puis-

qu'elle n'est pas prise en considération chez l'auteur, *a fortiori* elle ne pourra l'être relativement aux complices.

On voit qu'il y a une très grande importance non seulement à distinguer les auteurs des complices, mais encore à distinguer les infractions entre elles. Pour les faits délictueux prévus par le Code, la distinction est facile à faire ; car on n'a qu'à se tenir à la règle indiquée par l'article 1 du Code pénal, d'après laquelle la contravention est l'infraction punie de la peine de police. Mais quel sera le criterium de la distinction pour des infractions qui ne se trouvent pas dans le Code pénal, et qui sont créées par des lois spéciales ? Le principe est le même que celui indiqué par l'article 1, que nous venons de voir.

Ainsi, toutes les fois qu'une loi spéciale prévoit une peine supérieure à la peine de police, l'infraction sera considérée délit et les prescriptions des art. 59 et 60, c. pén. relatives à la complicité seront applicables, à moins que la loi n'en ait autrement ordonné.

« Attendu, dit la cour de cassation, que les peines édictées par cette loi (1), sont en rapport avec la gravité des infractions qu'elle prévoit et de beaucoup supérieures aux peines de simple police ; que, dans l'esprit de la loi, ces infractions constituent de véritables délits et que ceux qui s'en rendent complices par un des moyens prévus par

1. Il s'agissait dans l'espèce de la loi du 3 juillet 1856, sur la police maritime. Pand. fr.Cass. 24 juin 1895.

les art. 59 et 60, C. pén. doivent être frappés de mêmes peines que l'auteur principal ».

3° *Il faut que le complice ait eu connaissance du fait principal et qu'il ait voulu remplir son rôle.*

La première disposition de cette règle, c'est-à-dire la connaissance du fait auquel on participe, est expressément indiquée dans les articles 60, 61 et 62. Cette *connaissance* est demandée dans ces articles pour ceux qui ont provoqué ou donné des instructions en vue de commettre le crime ou le délit.

Nous devons reconnaître qu'il est très logique qu'il en soit ainsi, parce que les faits des provocateurs et de ceux qui ont donné des instructions, précèdent le fait de l'auteur lui-même. Leur volonté est exprimée antérieurement à la volonté des auteurs ; donc, la connaissance du méfait en résulte nécessairement pour les premiers. C'est plutôt l'art 60, qui prévoit notre cas ; là, il s'agit de la complicité par provocation ou par instruction.

Le même article dans son deuxième paragraphe envisage le fait de ceux qui ont fourni les moyens à l'auteur, en l'aidant ou en l'assistant dans l'exécution du méfait.

Peut-on concevoir un complice qui aide ou assiste quelqu'un sans le savoir ? Bien que cela se présente rarement, cependant les exemples n'en manquent pas. Il y a un cas cité partout : le domestique qui donne le plan de la maison

dans laquelle il est en service, sans se douter que celui qui le lui demande était un malfaiteur.

On considère que le domestique ne sera pas le complice de ce dernier. Il y a eu faute de la part du domestique cela est incontestable, mais pour lui imputer une complicité il faudrait savoir s'il a eu *connaissance* des intentions du malfaiteur.

On voit que la question est du plus grave intérêt car dans le cas affirmatif, on le considère comme complice et on le condamne. C'est pourquoi la jurisprudence (1) a décidé qu'on doit interroger le jury sur l'existence de cette connaissance de la part du complice, dans le cas d'une complicité par aide ou assistance. Il ne faut pas en déduire cependant que le juge soit obligé de déclarer d'une façon expresse que le complice savait à quel usage devaient servir les armes ou instruments qu'il a procurés, ces expressions n'étant pas sacramentelles, elles peuvent être remplacées par des équivalents (Cass. 27 juin 1895.)

A côté de la connaissance, il faut que le complice ait eu la volonté. Ce principe était contenu dans le Code de 1791 et on doit le considérer comme existant aussi dans le Code de 1810.

La conséquence qu'on peut en tirer n'est pas de peu d'importance. En effet, supposons deux individus qui se sont concertés pour dévaliser une maison. Le rôle du

1. Cassation 23 décembre 1880 (D. 81. 1. 96); 20 juillet 1882 (D. 83. 5. 118-119).

complice est de faire le guet, pendant que l'auteur accomplit l'opération. Celui-ci trouve dans la maison une personne qu'il assassine. Il nous semble que le complice ne devrait pas être considéré comme ayant aidé à un assassinat, parce qu'il n'est pas constant qu'il ait voulu cela. Ici, on se trouve devant deux volontés différentes, peut-être deux intentions contraires; dès lors il nous paraîtrait injuste que quelqu'un réponde pour une autre intention que celle qu'il a mise à exécution.

Quelle conclusion tirer de ce qui précède, sinon celle-ci : pour qu'il y ait complicité il ne suffit pas qu'une dépendance matérielle existe entre le fait du complice et de l'auteur, il faut encore une dépendance intellectuelle (1).

4° Il faut que la participation ait eu lieu de la façon déterminée par la loi.

Cette dernière condition résulte encore des articles précités et spécialement de l'art. 60. D'après cet article on réduit les actes qui peuvent constituer la complicité punissable aux trois classes suivantes : la provocation au délit, la procuration des armes et instruments destinés à le commettre et enfin l'aide et l'assistance dans son exécution.

1. Garraud. *Traité théor. et prat. du dr. pénal fr.* pg. 611 et ss..

Les actes positifs seuls peuvent être pris en considération lorsqu'il s'agit de la complicité ; ainsi, on n'appliquerait pas les règles relatives à notre matière à l'individu qui a connu le délit sans y avoir participé ou si, étant présent, il ne l'a pas empêché. De même si on a aidé l'auteur autrement que l'art. 60 le dit, par ex. : en lui favorisant la fuite ou en le faisant échapper aux recherches de la police, on ne sera pas considéré comme complice ; à moins qu'on ne tombe sous les prescriptions des articles relatifs à l'association de malfaiteurs.

Les cas dans lesquels la participation accessoire peut avoir lieu étant limités et qualifiés par la loi, comme nous venons de le voir, on ne saurait pas les étendre aux cas analogues.

SECTION II

Le droit français : auteurs, co-auteurs, co-délinquants. Auteurs matériels et intellectuels.

Les provocateurs ou instigateurs sont assimilés aux complices dans la législation française. Critique. Une provocation doit être punie comme infraction spéciale, alors même qu'elle n'aurait pas eu de résultat.

§ I

Il nous semble qu'avant d'aborder l'étude de la complicité proprement dite, il est intéressant d'établir d'abord la situation de ceux sans lesquels il n'y aurait pas de participation, c'est-à-dire des auteurs, co-auteurs ou co-délinquants.

D'une façon générale, nous savons que tout fait est une pensée mise en exécution. La pensée non exprimée nous échappe, il n'y a pas de sanction pour elle ; mais,

lorsqu'on se trouve devant un fait, logiquement on le considère comme étant conçu par la même personne qui l'a exécuté. Cependant le contraire peut très bien arriver. Une personne peut concevoir un fait qu'une autre exécute.

De toute façon, il y a dans toute action humaine deux éléments : l'un *matériel*, le fait brutal lui-même ; l'autre *intellectuel* qui n'est que sa conception.

Si ces deux éléments se trouvent réunis dans une personne, cette personne-là sera considérée comme auteur, bien entendu parce qu'elle est cause du fait.

Que faut-il décider si quelqu'un, non-seulement a conçu le méfait, mais a poursuivi son exécution dans la personne d'un autre, en lui faisant des promesses ? Dans cette hypothèse nous avons l'élément intellectuel d'un côté et l'élément matériel de l'autre côté. En se plaçant au point de vue rationnel, on devrait considérer les deux personnes, auteurs ou plutôt co-auteurs ou co-délinquants, puisqu'elles ont contribué d'une manière directe à une infraction. M. Garraud dit (t. 2 page 404) que « le premier, sans lequel la résolution de commettre le crime n'aurait pas été prise, en est l'auteur moral ou intellectuel ; le second, sans lequel le crime n'aurait pas été exécuté, en est l'auteur physique ou matériel. »

L'art. 60 s'éloigne de cette interprétation. Nous avons eu déjà l'occasion de voir que notre code considère comme complices ceux qui ont donné des instructions c'est-à-dire ceux chez lesquels on trouve l'élément inten-

tionnel. Cette interprétation n'est pas admise partout. Il y a des législations qui considèrent le provocateur comme co-auteur ; d'autres comme le code italien leur fait une place à part.

Dans notre code on est arrivé à l'interprétation sus dite par la considération suivante. La loi a eu soin de définir les infractions en indiquant d'une façon précise les éléments qui les constituent ; donc, chaque fois que l'on se trouve devant quelqu'un qui aura accompli le fait visé par la loi, ce quelqu'un sera auteur et lui seullement.

Prenons un exemple. L'art. 379 dit : « *Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol* ». Dans cette définition ne peut pas être compris celui qui aura donné des conseils, des instructions etc., celui-là par conséquent ne sera pas auteur. Nous pouvons conclure, que les complices dans notre loi pénale, contiennent aussi les provocateurs.

La plupart des auteurs ont critiqué cette solution et avec beaucoup de raison. Entre autres M. Rossi a combattu, avec de forts arguments, l'assimilation faite par l'article 60 § 1 (1).

« Comment, dit cet auteur, l'homme qui par son crédit, par son influence, par ses promesses ou par son or, est parvenu à faire d'un autre homme l'instrument de ses passions, l'homme aussi lâche que scélérat, qui, pour perdre son ennemi, immole à ses désirs criminels un autre

1. Rossi. *Droit pénal*, tome III, p. 21.

individu, une autre famille, sera passible d'une peine moindre que l'exécuteur du crime ? Ce serait accorder une prime à la plus noire scélératesse. Si la criminalité se proportionne à l'importance du rôle que l'agent a joué, il est évident qu'en plusieurs cas, l'auteur du projet criminel est tout aussi coupable, ou plus coupable encore que l'exécuteur de l'acte matériel ».

Si nous sommes entièrement de cet avis nous ne voudrions pas en l'admettant tomber dans l'excès contraire. S'il est vrai que les auteurs intellectuels doivent être assimilés généralement aux auteurs matériels, parce que leur culpabilité est la même ; il y a cependant des cas où cela n'arrive pas.

Supposons que l'auteur intellectuel, qui n'avait d'ailleurs aucune autorité sur l'auteur matériel, émette un avis quelconque sans le corroborer de dons, promesses, etc. L'auteur matériel exécute le crime. Nous croyons que ce sera lui seul qui devra être puni, la culpabilité de l'auteur intellectuel n'étant pas suffisamment caractérisée.

La question changerait évidemment du tout au tout si l'auteur intellectuel avait une autorité quelconque sur l'autre.

Dans cette dernière hypothèse, il faut encore distinguer si cette autorité était telle que l'exécutant ne pouvait pas ne pas se soumettre ou vice-versa. Dans le premier cas c'est à l'auteur intellectuel que toute la culpabilité reviendrait, tandis que dans le deuxième ils seraient coupables tous les deux.

Toujours dans le même ordre d'idées, une hypothèse un peu plus difficile peut se présenter. Primus donne un mandat à Secundus pour accomplir tel méfait. Nous supposons que ce mandat a été accompagné de promesses, dons, etc. Primus, pour des raisons personnelles veut révoquer le mandat donné et prend des dispositions en conséquence. Pendant ce temps Secundus a exécuté le fait, la révocation du mandat ne lui étant parvenue qu'après l'exécution. Que faut-il décider ? Doit-on considérer Primus tout aussi coupable que dans le cas où il n'aurait pas révoqué le mandat ; où faut-il lui tenir compte de ce repentir ou plutôt de ce changement d'opinion ? La question est discutée.

Dans une première opinion on soutient que la culpabilité du mandant est la même, parce que sa révocation n'a eu aucun effet sur l'accomplissement du fait. Dans une autre on décide le contraire.

Voici ce que M. Bertauld dit dans son *Droit criminel* à la page 433, par rapport à notre hypothèse. « Si le mandant a agi, s'il a pu surtout avoir raisonnablement l'espérance d'agir à temps, l'accident qui aura trompé ses espérances, la précipitation mise par l'agent d'exécution, l'impossibilité fortuite de le rencontrer, de lui donner un salutaire avertissement, tout cela ne saurait paralyser les conséquences d'un véritable retour au bien, et donner à la société le droit de punir une complicité qui pourrait n'être qu'une monstrueuse fiction ».

Nous serions disposé à faire une distinction dans la circonstance prévue.

Quel a été le motif qui a déterminé une révocation de la part du mandant ? A-t-il eu en vue un motif louable, par exemple un véritable repentir ou un dernier scrupule d'honnêteté ? Il faut lui en tenir compte s'il prouve qu'il a fait tout ce qui dépendait de lui pour arrêter le mandataire. Dans le cas où il voulait cette révocation, parce qu'il ne croyait pas encore le moment opportun, soit que la victime n'était pas seule et que le crime n'aurait pas réussi dans des pareilles conditions ; soit que la victime ne se trouvait plus dans la possession des objets pour lesquels le vol devait être commis ; il nous semble que dans ces cas là le mandant n'a pas de droit à notre commisération, sa perversion, étant la même que si aucune révocation n'était intervenue.

Envisageons l'hypothèse à un autre point de vue. Supposons que la provocation de Primus n'a eu aucune suite. Secundus n'a pas exécuté le délit auquel Primus voulait pousser son compagnon. Dans ce cas-là, ce dernier n'en courera certainement pas de peine, mais sera-ce de même pour Primus ? Lui aussi, il ne subira pas de peine en vertu du titre de la complicité, qui veut qu'il y ait un fait commis principal, auquel on puisse rattacher les autres faits accessoires. Cette solution du Code ne nous satisfait pas beaucoup et nous croyons avec notre savant maître M. Le Poittevin, qu'il y a là une lacune dans la loi française.

Cette infraction devrait être punie comme un délit spécial.

Nous trouvons d'ailleurs cette solution dans d'autres législations. Ainsi, en Angleterre, celui qui provoque au meurtre est puni d'une peine de cinq à dix ans de servitude pénale, bien que cette provocation n'ait eu aucune suite.

Le Code pénal autrichien considère aussi cette provocation comme un délit *sui generis* et le punit en conséquence.

En Allemagne jusqu'en 1876 ce fait n'était pas prévu par le Code de 1870. Cette lacune a été comblée à la réforme du 16 février 1876. C'est l'art. 49, qui règle la provocation non suivie d'exécution. Un fait pareil sera puni conformément à cet article « d'un emprisonnement de trois mois au moins, si le crime emporte la peine de mort ou la réclusion à perpétuité, et, si le crime emporte une peine moindre, de la détention ou de l'emprisonnement pendant deux ans au plus. »

Le Code Danois de 1866, dans ses art. 55 et 56, prévoit, lui aussi, des peines pour les provocateurs, alors même que leur fait n'a pas été suivi d'un commencement d'exécution.

§ II

Législation comparée.

*Allemagne, Belgique, Roumanie, Espagne, Hongrie,
Italie, etc.*

Nous avons vu dans la section précédente comment le Code pénal envisage la situation que les auteurs, co-auteurs et provocateurs peuvent avoir dans la législation française. Nous savons que les provocateurs sont assimilés aux complices. Dans cette section, nous nous proposons de passer en revue les principales législations étrangères, sur ces divers sujets.

Allemagne. — On sait que l'idée de l'unité de législation remonte dans cet empire à la date de 1849; cependant ce principe n'a été admis par le Reichstag de la Confédération du Nord qu'en 1867. Le Dr Friedberg a été chargé de l'élaboration d'un projet dans le but de l'unification. Son œuvre prête en 1869 a été publiée et soumise à la critique de l'opinion publique et notamment dans les Congrès des savants allemands. Promulgué le 11 février 1870, ce projet fut mis en vigueur au 1^{er} janvier 1871.

Dans la confection du Code pénal allemand, on a pris en considération les Codes antérieurs des autres Etats ; mais c'est le Code prussien du 14 avril 1851 qui a eu

une influence prépondérante sur la législation actuelle de l'Empire.

Dans le Code allemand les règles relatives à la participation, occupent une grande place ; le titre troisième est entièrement consacré à cette matière.

La situation que le législateur allemand fait aux auteurs et co-auteurs est celle prévue par l'art. 47. Cet article est rédigé de la façon suivante :

Lorsque plusieurs personnes auront commis conjointement un acte punissable, chacune d'elles sera punie comme auteur » (thâter) (1). La rédaction de cet article n'est pas très heureuse. En effet, on peut commettre conjointement un acte sans être toutefois auteur. Le mot « conjointement » contient en lui même aussi l'indication de certains complices. Dès lors, on peut se demander quand ils seront auteurs, quand ils seront complices tout simplement ? Il faut remarquer qu'il est de la plus haute importance de savoir si quelqu'un doit être considéré comme auteur ou comme complice, parce que, en cette dernière qualité, comme nous aurons l'occasion de le voir, il sera condamné à une peine très inférieure à celle qu'il aurait encourue s'il avait été auteur.

Il nous semble qu'intentionnellement le législateur allemand, a donné une pareille rédaction à l'article 47 ; par cela il a voulu laisser au juge une grande latitude

1. V. *Répertoire général du droit français*. T. XII, page 927.

d'appréciation pour la détermination du rôle que les auteurs, co-auteurs ou complices peuvent avoir.

De ces mots « auront commis » de notre article on peut tirer encore cette conséquence, que les provocateurs ou auteurs intellectuels n'entrent pas parmi les auteurs dont il parle.

Cette déduction peut être corroborée d'ailleurs par ce que M. H. Seuffert dit, dans l'article relatif à la législation pénale allemande, publiée dans le remarquable volume intitulé : « *La législation pénale des Etats européens* » (1).

Voici ce que cet auteur dit par rapport à la complicité en général dans le Code pénal allemand actuel.

« Dans la théorie de la complicité, le Code pénal s'est inspiré d'une conception métaphysique du libre arbitre. Partant de l'idée que l'homme qui n'est point soumis à la contrainte ou à l'erreur tire de son âme de nouvelles séries de causalité et que l'influence psychique des autres ne doit pas être comptée au point de vue de la recherche des causes, il rejette la supposition d'une participation purement intellectuelle. Ce Code voit dans *les instigateurs* et les complices non des co-auteurs du résultat criminel, mais seulement des participants à la criminalité d'autrui ».

On voit par cela que le code allemand comme le Code

1. Le volume en question, a été publié par *L'Union internationale de droit pénal* sur laquelle nous reviendrons plus tard.

français, considère l'instigateur (*anstifter*) comme « le participant à la criminalité d'autrui ».

Le Code pénal *belge* nous présente actuellement un système différent de celui du code pénal français. Cependant, en Belgique, on s'est servi de ce dernier jusqu'en 1867. Avant cette date, le 1^{er} mai 1848, une commission avait été nommée pour rédiger un projet de réforme ; cette commission est arrivée à la législation pénale actuelle qui a été adoptée en 1867.

L'article 66 du Code pénal belge, nous montre quelle est la situation des auteurs ou co-auteurs. Cet article s'occupe dans sa première partie des auteurs matériels et dans sa deuxième partie des auteurs intellectuels. Nous suivrons cette distinction.

A. — *Auteurs matériels.*

Art. 66. — *Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit :*

Ceux qui l'auront exécuté ou qui auront directement coopéré à son exécution ;

Ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, le crime ou le délit n'eût pu être commis.

Il faut donc, conformément à cet article considérer comme auteurs matériels, tous ceux qui auront exécuté l'acte punissable ou coopéré à son exécution d'une façon directe. Quant à ceux qui ont aidé, ils ne seront considérés auteurs ou co-auteurs que si leur aide se trouve conforme aux dispositions du troisième alinéa, c'est-à-dire qu'il a

été tellement indispensable que sans lui le délit n'aurait pas eu lieu.

Si la participation n'entre pas dans les dispositions de ce troisième alinéa, nous nous trouverons devant la complicité proprement dite que nous verrons plus loin.

B. — *Auteurs intellectuels.*

« Ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront directement provoqué à ce crime ou délit.

Ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués, soit par des dessins ou des emblèmes auront provoqué directement à le commettre, sans préjudice des peines portées par la loi contre les auteurs de provocations à des crimes ou à des délits, même dans le cas où ces provocations n'ont pas été suivies d'effet.

Il faut distinguer avec notre article, deux genres de provocateurs intellectuels : ceux qui s'adressent à un seul individu et ceux qui s'adressent à une multitude.

Le premier alinéa n'est que la reproduction de l'alinéa premier de l'article 60 du code français. Le législateur belge a ajouté le mot *directement* pour donner au juge une indication, dans l'analyse qu'il aura à faire du rôle du provocateur. Le législateur belge assimilant les provocateurs aux auteurs avait besoin d'être plus précis que le législateur français.

D'autre part, le provocateur ne sera assimilé à l'auteur

que si son intervention accomplie conformément aux dispositions de la loi a été suffisante pour déterminer quelqu'un ou faire naître en lui la résolution d'exécuter l'infraction.

Le deuxième alinéa envisage la provocation faite à une collectivité, par exemple dans une réunion.

Il faut enfin que la provocation soit suivie d'effet, autrement elle serait impunie ; sauf, bien entendu des cas exceptionnels, résultant de la partie finale de notre article.

C'est au système belge qu'on doit rattacher le *Code pénal roumain*(1). Ici, comme en Belgique, le provocateur intellectuel ou matériel est condamné comme auteur (art. 47).

Il est à remarquer que le législateur roumain s'est écarté dans cet article de la disposition contenue dans la loi qu'il imitait. En effet l'art. 41 al. 3 contient une disposition qui généralise l'exception prévue dans la loi belge, à la fin de l'art. 66. C'est ainsi que le Code rou-

1. En Roumanie, avant 1865, il y avait deux Codes pénaux : un pour la Moldavie « *le Code pénal de 1826* » et un autre pour la Muntenie (Valachie) *La Condiqne criminelle* de 1850, sous la domination du prince B. Stirbey. En 1865, après six ans d'unité politique, on a achevé l'unité de législation dans les deux principautés. A la rédaction du Code pénal de 1865, on a utilisé le code pénal français et prussien et les législations roumaines antérieures. Le Code actuel a reçu plusieurs réformes partielles ; mais la plus importante est celle du 20 février 1874, qui a porté sur 109 articles.

main condamne toute provocation non suivie d'effet, à une peine de 3 mois jusqu'à deux ans et à une amende qui peut aller jusqu'à 2500 francs. Tout cela dans le cas où la provocation avait pour but un crime ou un délit. On voit que cette législation punit la provocation non suivie de résultat comme une infraction spéciale, solution que nous avons remarquée antérieurement, dans le Code allemand de 1876.

Dans le Code pénal *espagnol* de 1870 nous avons le même système que celui que nous exposons. L'art. 13 de ce Code assimile à l'auteur, comme le Code belge, tous ceux qui incitent *directement* au délit ou dont la participation est telle que sans elle le crime n'aurait pas eu lieu; dans le cas contraire, ils seront complices.

Dans le Code *hongrois* nous trouvons le système belge dans l'article 73. Pour que l'acte du provocateur soit punissable, il faut qu'il ait été suivi d'effet de la part de l'auteur. Ce Code distingue le cas dans lequel l'auteur dépasse le fait auquel il avait été provoqué; alors, le provocateur n'encourra que la peine prévue par l'acte de provocation et non pour celui exécuté. En vertu de cette disposition on comprend que le provocateur n'est pas toujours co-auteur.

Dans les *Pays-Bas* enfin, dans le code du 3 mars 1881, nous avons le même système belge avec cette distinction que le provocateur n'encourt que la peine du fait auquel il a provoqué (art 47, al, 4) disposition commune à celle

du code hongrois. La même solution dans le code de 1886 du Portugal, les art. 20 et 21.

Italie. — On sait que dans ce royaume il y a eu avant son unité politique une multitude de codes pénaux et que progressivement, le code Sarde les a supplantés. En suite, après un travail de plusieurs années, de 1863-1888, on est arrivé au Code actuel de 1889, qui étant le dernier présente une grande partie des innovations acceptées par la science pénale.

Voici les articles qui se réfèrent à notre question.

Art. 63. — *Quand plusieurs personnes concourent à l'exécution d'une infraction, chacun des auteurs et des coopérateurs immédiats encourt la peine édictée à raison de l'infraction commise.*

La même peine est encourue par celui qui a déterminé les autres à commettre l'infraction ; mais à l'ergastolo est substitué la reclusion de vingt-cinq à trente ans et les autres peines sont diminuées d'un sixième, si l'auteur de l'infraction l'a commise, en outre, par suite de motifs personnels.

On voit que le code pénal italien a un système intermédiaire entre celui que nous avons vu dans la législation française et belge. En vérité, bien que le code italien possède lui aussi le principe de l'assimilation des provocateurs ou instigateurs à l'auteur il s'en écarte dans l'alinéa deux de l'article 63. Il y fait la distinction si l'auteur du délit a eu ou non un intérêt personnel à son exécution. Si l'auteur a eu lui-même un intérêt, la peine du provocateur

sera diminuée d'un sixième, autrement il serait puni comme l'auteur lui-même.

Nous sommes bien heureux de pouvoir reproduire ici, les appréciations éclairées de M. Lacointa, l'éminent criminologue, sur le Code italien relativement à la question dont nous nous occupons.

On sait que M. Lacointa a traduit de l'italien en français, le Code pénal du Royaume de l'Italie. C'est à cette traduction que nous empruntons le passage qui suit et qui se trouve à la page LVII de l'introduction de l'édition française :

« Si, sur presque toutes les questions doctrinales, le législateur italien se sépare du Code français, délaissé aujourd'hui, après avoir été longtemps accepté comme un modèle, il n'en est pas qui témoigne davantage de cette dissidence que la théorie de la complicité (art. 63 et 64). Une étroite solidarité unit tous ceux qui ont concouru au même méfait. Plusieurs lois, le Code français notamment, ne distinguent que deux catégories : d'une part, *les auteurs* et *coauteurs*, de l'autre, les complices, avec les modes les plus divers de participation. Le nouveau Code s'inspirant de l'état de la doctrine, après avoir placé au premier rang les auteurs, *co-auteurs* au *coopérateurs immédiats*, détache de l'ensemble des autres coparticipants les instigateurs principaux, ceux appelés quelquefois *auteurs intellectuels*, mais rangés par le Code français avec les complices, qui ont déterminé les auteurs ou coopérateurs à commettre le méfait, quelle que soit la forme

de l'ascendant exercé ; à ces instigateurs est appliquée la même peine qu'aux auteurs ou coopérateurs » (sauf, bien entendu, la distinction que nous avons vu dans le deuxième alinéa de l'art. 63).

Dans le *Code fédéral suisse* de 1853, comme dans la plupart des Codes cantonaux, de même que dans le *Code russe et suédois* l'instigateur est assimilé quant à la peine, à l'auteur principal. Il peut cependant obtenir une diminution de peine, dans le cas où il a pris toutes ses dispositions pour empêcher le crime dont il était provocateur, diminution qui varie dans différents codes pénaux.

En résumé, il ressort de cette analyse que nous venons de faire relativement aux diverses législations, qu'il y a trois systèmes quant à la situation faite par la loi aux provocateurs :

a. — Le système du Code pénal français, où les provocateurs sont considérés comme complices et punis comme tels ;

b. — Le système du Code pénal allemand, belge, etc., où les provocateurs sont assimilés aux auteurs si leur provocation est suivie d'effet ; ou, coupables d'une infraction spéciale et punis en conséquence, dans le cas contraire.

c. — Le Code pénal italien nous présente un système intermédiaire, en faisant intervenir l'idée d'un intérêt personnel pour l'auteur. Si cet intérêt existe, le provocateur aura une diminution d'un sixième dans sa peine ; s'il n'existe pas il sera assimilé à l'auteur.

SECTION III

Droit français 1° : La complicité antérieure à l'exécution de l'infraction. 2° Complicité par des fait concomitants à l'exécution du délit. 3° Complicité postérieure à l'exécution du délit :

*Conditions nécessaires pour que le recéleur
soit punissable ; Critique.*

§ I

Nous avons étudié le rôle des auteurs et co-auteurs et la situation que les diverses législations font aux provocateurs ; dans cette section nous chercherons quel peut être le rôle des coparticipants ou des complices proprement dits.

Il ressort des articles relatifs à la complicité dans le Code français qu'on peut aider ou assister quelqu'un soit avant, soit pendant, soit après l'accomplissement de l'infraction. Les auteurs ont distingué la complicité ou

l'assistance antérieure, concomitante ou postérieure au fait. Nous suivrons la même classification.

1° *De la complicité antérieure à l'exécution de l'infraction.*

Elle est prévue par l'art. 60, premier alinéa, que nous avons déjà vu. Il faut remarquer que nous avons été obligé d'anticiper sur ce genre de participation lorsque nous avons voulu déterminer le rôle des provocateurs. Ici, nous étudierons la question d'une façon plus détaillée, Pour plus de clarté reproduisons le texte qui nous intéresse.

Art. 60. — « *Seront punis comme complice d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre.* »

D'après ce texte on voit que les moyens de pression ou influence se rapportent soit à la cupidité de celui qui se laisse entraîner par les dons ou promesses ; soit à la crainte que lui inspire le provocateur ; soit enfin à l'erreur dans laquelle il a été entraîné.

Nous disions plus haut, lorsque nous avons touché à la situation du provocateur dans notre Code, que sa culpabilité n'est pas toujours la même. En effet, cette culpabilité dépend de l'influence plus ou moins grande qu'il a pu exercer sur l'auteur. Si cette influence est déterminante, c'est-à-dire si sans elle le délit n'aurait pas eu lieu, le provocateur est considéré comme coupable d'une complicité

antérieure à l'infraction ; si au contraire son influence a été effacée à tel point que l'infraction aurait pu être commise sans elle, il n'en courra une peine que dans les cas où la loi le décidera ainsi.

D'autre part la loi a eu soin de déterminer la manière dont la provocation pourra se produire, notre texte le dit : dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices.

Il résulte de cela une conséquence d'une très grande importance, au point de vue des questions qui doivent être posées au jury. Ces questions seront relatives non seulement au point de savoir si la provocation a eu lieu, mais encore de quelle façon elle s'est produite.

Parmi les moyens de provocation il y en a qui n'ont pas besoin d'explication. Pour les menaces par exemple il est facile de comprendre qu'elles ne peuvent se présenter que si un certain rapport de supériorité existe entre le provocateur et l'auteur.

Quant aux promesses des difficultés peuvent se présenter. Nous savons qu'ordinairement elles sont antérieures à l'infraction ; cependant elles pourraient intervenir pendant et même après son exécution. Quelle sera la solution ? Si nous nous rapportons au premier alinéa de l'article 60, on devra décider qu'il n'y aura pas de condamnation, parce que ces promesses doivent d'après cet article précéder le délit. Il sera condamné cependant quelquefois, sinon en vertu des principes de la complicité qui nous indiquent des cas de culpabilité limitatifs, du

moins en vertu de la loi du 29 juillet 1885 ; si, bien entendu on se trouve dans les dispositions de cette loi. Sera condamné conformément à cette loi, celui qui ouvre une souscription publique, pour couvrir les frais occasionnés par un procès criminel ou correctionnel (1).

Il y a une question d'une très haute importance, qui peut se poser relativement à la provocation.

D'après le code pénal, il faut supposer que le provocateur s'adresse à l'auteur du délit pour qu'il soit puni ; mais que faut-il décider si ce provocateur s'adresse au complice ? M. Garraud (t. 2, n. 256) soutient qu'il ne sera pas puni, parce que d'après le code on ne doit punir que ceux qui ont provoqué à commettre une action qualifiée crime ou délit, par conséquent les complices par provocation des complices doivent échapper à toute peine.

Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. En effet, si un système absolument contraire ne peut pas être soutenu avec succès, il y a cependant des cas où l'application intégrale du premier serait injuste. Par exemple un pharmacien est provoqué par des dons ou promesses, par le mari ou l'amant, à fournir à une femme enceinte une substance abortive ; ce pharmacien, quoique complice, accomplit aussi bien que l'auteur un crime rentrant dans les dispositions de l'art. 60 du Code pénal, donc le mari ou l'amant, provocateur ou complice, — le pharmacien, — devront être punis.

Les mots « machinations ou artifices » doivent nous re-

1. Garraud. *Prévis de dr. criminel*, p. 355.

tenir davantage ; d'autant plus que la jurisprudence a eu besoin d'intervenir.

On s'est demandé si ces machinations ou artifices doivent être *coupables*. Pour les artifices, il résulte non seulement des discussions qui ont eu lieu à cet égard, mais de la loi elle-même, qu'ils doivent être coupables. C'est ainsi que le décident Faustin-Helie (1) et la jurisprudence de la Cour de Cassation (Cass., 27 oct. 1815). Il résulte donc que la déclaration du jury, par laquelle il confirme la culpabilité du complice d'avoir provoqué l'auteur d'un crime ou délit par des artifices ne suffirait pas pour caractériser une complicité légale, si cette déclaration n'exprimait pas d'une façon expresse que ces artifices étaient coupables.

Quant à la provocation par machinations elle peut avoir lieu sans que les machinations soient qualifiées de « coupables » (Cass. du 15 mars 1866 ; 19 oct. 1832).

Dans ce dernier arrêt la Cour dit : « que (l'accusé) ne peut pas se prévaloir utilement de ce que le jury dans sa réponse, n'avait pas ajouté le mot coupables à celui de machinations : qu'en effet, dans le sens de l'art. 60 du Code pénal, ce mot machinations, qui ne se prend jamais qu'en mauvaise part, présente seul, et par lui-même, une prévention de culpabilité qui, dans ce même article, se réfère seulement au mot artifice, pour caractériser la moralité de ce mode de provocation à un crime ; qu'ainsi,

1. *Pratique criminelle*, tome II, page 62.

la réponse du jury était suffisante pour établir les caractères de complicité déterminés par le premier paragraphe de l'art. 60 du Code pénal ».

M. Faustin-Hélie, au lieu cité dit à son tour : « la provocation par machinations est légalement qualifiée par cette seule expression, sans qu'il soit nécessaire d'ajouter le mot coupable » ; d'autre part, le même auteur mais cette fois avec M. Chauveau (1) soutient une opinion contraire. Ils disent :

« L'expression *machinations*, n'emporte pas avec elle, une telle idée de criminalité qu'il soit inutile d'y ajouter la qualification de *coupables* ; les jurés seraient exposés à confondre de simples manœuvres avec des manœuvres criminelles et ces dernières seules peuvent être un élément de complicité ».

Il nous semble que cette dernière opinion doit être considérée comme plus logique que la distinction quelque peu arbitraire de la jurisprudence. En effet, il s'agit de savoir si les machinations sont susceptibles d'une classification. Personne ne doute, que toute machination ne soit pas également coupable ; dès lors, si elles peuvent être plus ou moins illicites, il faudrait déterminer lesquelles sont punissables et lesquelles ne le sont pas. La qualificatif « *coupables* » nous semble suffisant pour indiquer cette distinction.

1. Chauveau et Faustin-Hélie. *Théorie du Code pénal*, tome 1, page 464.

D'autres auteurs arrivent au même résultat que nous, en interprétant le texte par lui-même.

Ainsi Carnot, croit que les mots artifices et machinations reproduisent la même pensée ; que par l'un aussi bien que par l'autre on doit entendre l'adresse, le déguisement, la fraude employés pour tromper. D'ailleurs ces expressions n'emportent pas par elles-mêmes une culpabilité réelle et si le mot coupables ne se lit pas après le mot machinations, ce n'est que pour la pureté du langage et pour ne pas retomber dans une redite.

D'autre part le mot *machinations* étant relié par la préposition *ou* au mot *artifices*, on doit considérer aussi que la qualification *coupables* leur est commune.

Nous finissons la participation antérieure au délit en faisant une remarque : c'est qu'elle est basée sur une idée de moralité, parce que c'est moralement que l'auteur est poussé à l'accomplissement de l'infraction. Ce genre de complicité est l'opposé de la participation par aide ou assistance, dont nous allons nous occuper.

2. — *Complicité par des faits concomitants à l'exécution du délit.*

L'art. 60 al. 2 et 3 est conçu comme il suit :

« *Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ; Ceux qui auront, avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée ; sans préjudice des peines*

qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs des complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou de provocateurs n'aurait pas été commis».

Nos deux alinéas nous indiquent qu'il y a une condition sans laquelle une complicité concomitante ne peut pas être comprise.

Il faut que les complices aient su que leur aide devait servir à tel crime ou à tel délit, autrement ils ne seront pas coupables. Un exemple fera mieux ressortir notre démonstration.

Un serrurier reçoit une commande de clés. Il pourrait se faire que, eu égard à la manière dont cette commande lui a été faite, il eut pu conclure facilement que son client n'était pas un honnête homme. Il arrive que le client était véritablement un cambrioleur. Le serrurier serait-il considéré comme complice, parceque, conformément à l'art. 60, il aurait fourni des instruments dont on s'est servi pour commettre un vol? Certainement non. Il est impossible de mettre en cause le serrurier. Il fait son métier et personne ne peut admettre qu'il doive soumettre à un interrogatoire ses clients, sur l'emploi des choses commandées. Pour qu'il soit considéré complice, il aurait dû les fournir dans le but d'un vol déterminé; c'est pourquoi le jury à côté de la fourniture d'instruments, devra répondre si ces choses ont été fournies avec connaissance de l'emploi auquel on les destinerait.

Une autre hypothèse peut se présenter. Un individu fournit un instrument pour une infraction déterminée à commettre. L'auteur s'en sert pour tuer quelqu'un. Le premier sera-t-il complice d'un vol avec effraction, but pour lequel l'instrument était fourni ou, sera-t-il complice du crime commis à son issue ? La jurisprudence est allée jusque là, en considérant que la complicité qui résulte du fait d'avoir fourni des instruments, pour commettre le crime, implique la connaissance exigée par l'art. 60 (Cass., 2 juin 1832).

Cette interprétation ne nous satisfait point et nous sommes entièrement d'un avis contraire. A ce point de vue, il nous semble que l'art. 60 est plutôt favorable à notre interprétation, le mot « *sachant* » confirme cette idée. En effet, il doit être associé au mot « *connaissance* » qui se trouve dans le paragraphe suivant de l'art. 60. Il résulte de ces deux expressions qu'une connaissance précise est nécessaire et qu'on ne doit pas se contenter de ce qu'on a vaguement connu le but criminel de l'auteur.

Si l'on prête un fusil à un autre, cela ne veut pas dire qu'on le lui aie prêté dans le but d'un crime à commettre, car un fusil peut tout aussi bien être prêté dans d'autres buts ; il n'en résulte pas *implicitement*, comme la Cour de Cassation le soutint dans l'arrêt cité, la connaissance exigée par l'art. 60 du C. P. Ce serait plutôt une question de fait à résoudre par les juges.

Dans le deuxième alinéa de l'art. 60, nous lisons la phrase suivante : « ceux qui auront, avec connaissance

aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, *dans les faits...*, *l'auront consommée* ». Tout d'abord il y a une observation à faire. Ici, la loi ne détermine plus de quelle façon doit s'accomplir l'aide ou l'assistance du complice dans l'exécution du crime ou de l'acte même qui l'a consommé ; il faut conclure que tout se réduira à une question de fait, étant donné que la loi n'a pas posé des règles.

D'après notre article il faut considérer comme complices, ceux qui aident à la consommation de l'infraction. La jurisprudence et une partie de la doctrine vont plus loin en les considérant *co-auteurs*.

Ainsi la Cour de Cassation dans un arrêt du 24 août 1827 dit que « celui qui a assisté l'auteur d'un délit dans les faits qui le consomment, coopère nécessairement à la perpétration de ce délit, qu'il s'en rend donc co-auteur d'où il résulte que le délit n'est plus le fait d'un seul ».

M. Bertauld est du même avis. « Celui-là, dit-il, qui a tenu l'échelle pendant que le voleur escaladait, qui a reçu dans la rue les effets volés que le voleur jetait par la fenêtre, celui-là est co-auteur parce qu'il participe directement au fait constitutif du délit » (1).

Cette interprétation est acceptée presque partout. En effet, rarement le délinquant qui assiste un autre dans la consommation du méfait peut être considéré comme complice ; au contraire on peut soutenir avec M. Garraud

1. *Cours de Droit pénal*, fait en 1864, page, 441.

(t. 2 n° 259 *in fine*), que ces actes impliquent la plupart du temps une corréité.

Les auteurs qui ne partagent pas le système exposé se basent sur la loi, qui leur paraît à cet égard bien précise. Ceux qui soutiennent une opinion contraire s'écartent de sa lettre. Quant à nous, il semble bien difficile d'admettre un critérium d'après lequel on se conduirait, étant donné que dans la plupart de cas l'assistance est presque indivisible.

Nous verrons plus loin que les complices encourrent la même peine que l'auteur; des lors, on peut se demander quel besoin il y a à discerner si on se trouve devant un complice ou devant un co-auteur? Dans les législations qui abaissent la peine des complices, l'intérêt de cette distinction est évident; mais pour le Code français? Cette distinction est très importante même dans ce Code. Nous l'étudierons d'ailleurs, dans la section consacrée aux circonstances aggravantes personnelles; pour l'instant nous indiquons tout simplement la question.

3° Complicité postérieure à l'exécution du délit. Le recel des personnes et d'objets.

Que faut-il comprendre par le mot recel? Receler, veut dire cacher, donc serait considéré comme receleur seulement celui qui cacherait soit un délinquant, soit des objets volés.

Cette interprétation, bien que juste au point de vue grammatical ne peut pas être acceptée devant la rédac-

tion des art. 61 et 62, que nous reproduirons plus loin. D'après ces articles le sens du mot recel est plus large ; il signifie la détention de la chose sans aucune dissimulation ; parce que (Cass. 16 juillet 1857 ; D. 57. 1.379) « le recel, consiste dans la détention volontaire de la chose soustraite au préjudice de son véritable propriétaire et en connaissance de l'origine de l'objet ainsi détenu ».

L'art. 61 dit que « *Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieux de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices* ».

Comme on le voit, dans cet article il s'agit du recel de personnes. Pour qu'un délinquant soit coupable d'un pareil méfait, plusieurs conditions sont nécessaires.

a. — Il faut que le délinquant connaisse, que ceux qu'il recelle « exercent des brigandages ou de violences, contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes et les propriétés » ;

b. — Qu'il leur fournisse logement, lieu de retraite ou de réunion.

c. — Qu'il fasse tout cela habituellement.

Relativement à cet article une observation est nécessaire, au point de vue des difficultés d'application, auquel il peut donner lieu dans la pratique. Nous trouvons dans le Code pénal un autre article, qui applique une peine de trois mois d'emprisonnement au moins et deux ans

au plus « à ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive » art. 248 C. pénal.

Quelle sera la sphère d'application de ce dernier article et de l'art. 61 ? La question n'est pas très difficile, étant suffisamment déterminées les conditions d'application de l'un et de l'autre. Pour l'art 248 il suffit d'un fait isolé de la part du réceleur pour qu'il encoure la peine prévue ; tandis que pour l'art. 61, il faut qu'il y ait une habitude. La complication devient plus grave relativement à l'application de l'art. 267. Celui-ci, par le changement qu'il a reçu à la suite de la loi du 18 Décembre 1893, punit les auteurs des associations, de la peine de la reclusion. On se demande si l'art. 61 de la complicité, trouve encore son application devant l'art. 267. Nous ne faisons qu'indiquer la question, parce que sa solution nous obligerait d'entrer dans l'étude de l'association des criminels. Nous nous bornerons cependant à faire cette remarque que le projet de Code pénal français ne contient plus de texte correspondant à l'art. 61 actuel (1).

A côté du recel de personnes, l'art. 62 nous indique un autre ; c'est le recel de choses. Cet article dit : « *Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit* ».

1. M. Le Poittevin à son cours de 1896-1897.

De même que pour le recel de personnes, pour le recel de choses il y a trois conditions :

a. — Il faut que le receleur garde les choses en sachant d'où elles proviennent. En effet si on lui laisse en dépôt des effets sans qu'on lui dise leur provenance il ne serait pas conpable de recel.

b. — Il faut qu'il détienne les choses, avec l'intention de les garder soit pour lui, soit pour le compte du voleur. Sa culpabilité est suffisante pourvu qu'il ait connu leur origine frauduleuse.

c. — Enfin, il faut que les effets proviennent d'un crime ou d'un délit, autrement il ne serait pas considéré comme receleur.

Nous voyons que le recel, soit des personnes, soit des choses, suit le crime ou le délit. Raisonnablement, on devrait considérer qu'une complicité postérieure au délit ne peut pas se concevoir, étant donné que le receleur ne prend aucune part au délit déjà consommé, même d'une façon indirecte, cela lui étant impossible; en effet, ou le receleur a aidé l'auteur et alors nous nous trouvons devant la complicité concomitante, ou, le fait étant déjà fini le receleur n'a pu se rendre coupable que d'une infraction distincte. La logique le veut ainsi et il y a des auteurs qui n'acceptent point ce genre de complicité. La loi française au contraire l'admet sinon toujours, au moins dans les cas des articles reproduits plus haut.

Le receleur de choses doit évidemment connaître la provenance malhonnête des objets. Mais à quel moment ?

La culpabilité est-elle la même pour celui qui dès le commencement savait la provenance des choses et celui qui ne l'a connue que bien plus tard ?

Il y a controverse entre la jurisprudence et une partie de la doctrine.

La Cour de Cassation (Cass. 10 août 1878 ; P. f. 19, 517) soutient qu'il y a recel criminel de la part de quelqu'un, si après avoir reçu de bonne foi des objets détournés, il continue de les garder après avoir appris leur origine malhonnête ; parce qu'il suffit, dit l'arrêt cité « pour qu'il tombe sous l'incrimination de la loi, que le vice inhérent à la chose recelée ait été connu du recéleur à un moment quelconque de la période pendant laquelle il en est resté détenteur.

Dans l'opinion contraire on considère qu'il serait injuste d'assimiler, au point de vue de la culpabilité deux situations qui sont bien différentes. En effet disent ceux-ci, il faut considérer celui qui dès le début a connu l'origine des objets comme plus coupable, que celui qui ne l'a connue que plus tard.

« C'est une règle du droit, dit M. Garraud, (t. 2 p. 433) que le caractère de la possession s'apprécie au jour où elle a commencé. Or, l'art. 63 démontre que cette règle est applicable à la détention du recéleur, puisque celui-ci n'est pas responsable dans certains cas, des circonstances aggravantes de l'infraction, qu'autant qu'il en eu connaissance au temps du recel. On ne pourrait donc pas condamner, comme complice par recel, l'individu qui

aurait gardé la chose, après avoir appris son origine criminelle ».

Il nous semble que c'est la Cour de Cassation qui est dans le vrai. Nous ne voyons pas beaucoup de différence entre une personne qui n'a connu la provenance frauduleuse des objets que le lendemain du crime et qui tout en connaissant cela n'a pas voulu s'en débarrasser, et une autre personne qui a eu connaissance de leur origine dès le commencement. Cependant il pourrait se faire que le receleur ait connu trop tard la provenance frauduleuse et qu'il n'ait pas eu le temps nécessaire pour s'en débarrasser : alors on devra lui en tenir compte.

Nous croyons par conséquent, que la solution quelle qu'elle soit doit être cherchée dans les circonstances du fait.

§ II

Législation comparée :

*Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie, Code Genevois,
Hongrie, Pays-Bas, Roumanie, Russie.*

Il nous reste à savoir comment ces trois formes de complicité (antérieure, concomitante, postérieure) sont traitées dans les diverses législations.

∴

Quant à la complicité antérieure, nous avons vu que dans la plupart des législations elle ne se rencontre pas, les provocateurs étant assimilés aux co-auteurs. De même quant à la complicité concomitante, on ne trouve pas un système assez différent de celui de notre Code pénal, pour qu'il soit besoin d'une analyse spéciale. C'est par rapport au recel qu'il existe le plus de différences, voilà pourquoi nous insisterons davantage sur la complicité postérieure au délit.

∴

Dans le *Code allemand* le recel est considéré comme un délit *sui generis*. C'est à un autre titre qu'à celui de la complicité qu'on doit chercher le recel. Il se trouve au titre intitulé : *De divers crimes délits et contraventions et leur punition*. Là, le législateur allemand, distingue deux situations : 1° Dans les §§ 257 et ssq., on place les complices par assistance proprement dits : ceux qui ont aidé l'auteur à se soustraire à l'action de la justice ; 2° On envisage ensuite les receleurs (*Hehler*) qui sont les mêmes que ceux prévus par le § 257 mais qui ont agi dans leur propre intérêt et non pas dans l'intérêt de l'auteur.

Ils seront de même considérés receleurs s'ils ont reçu

en gage des objets qu'ils savaient ou devaient supposer provenir d'un fait délictueux ; ils seront toujours receleurs s'ils ont contribué à l'aliénation des dits objets.

On sait que l'*Angleterre* n'a pas encore un Code pénal ; on a essayé d'un projet en 1878 mais sans succès, à cause des traditions qui dominent encore le peuple anglais. Les lois pénales se trouvent dans les coutumes et dans les lois (*common law, statute law*). Ce sont les coutumes qui forment le droit commun, avec les décisions des juges ; cependant, il y a aussi des lois pénales : les lois nommées « consolidation actes de 1861 » ; il y en a cinq qui sont les plus importantes de toutes.

Comme en Allemagne et en Italie, nous trouvons dans la loi anglaise *l'accessory after the act* ; c'est-à-dire l'assistance postérieure ou subséquente.

Sont coupables d'une pareille assistance ceux qui ont eu pour but d'aider ou d'atteindre les conséquences dernières du méfait, ou ceux qui ont cherché à assurer à l'auteur l'impunité, en lui facilitant l'évasion ou en le soustrayant aux recherches de la justice. L'excuse de parenté, n'est admise, que lorsqu'il s'agit de l'épouse du délinquant. D'après des usages abandonnés aujourd'hui, le complice ne pouvait pas être poursuivi avant l'auteur et il fallait encore que la culpabilité de ce dernier soit démontrée.

Dans le *Code belge*, nous devons faire une distinction entre les receleurs de personnes et ceux de choses. Les premiers, conformément à la loi française, sont considé-

rés et punis comme complices ; les autres, étant considérés comme coupables d'un délit *sui generis*, sont punis en conséquence. Dans ce cas les art. 505 et 506 doivent être appliqués.

Conformément à ces articles, il y aura lieu à une peine de 15 jours à 5 ans, pour celui qui sciemment a recelé des choses enlevées, détournées frauduleusement ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit et peut encore être condamné à une amende d'un maximum de six cents francs et de la surveillance de la haute police.

Si la peine de l'auteur est la mort ou les travaux forcés à perpétuité, le receleur sera lui aussi passible de la peine de réclusion, qui pourra aller jusqu'à 5 ans.

Dans l'art. 505 nous trouvons une disposition presque générale dans les législations et d'après laquelle le receleur sera puni, en dehors de toute idée de lucre ou de profit personnel.

Dans le *Code italien* nous trouvons le même système qu'en Allemagne : le recel puni comme délit distinct. Il suffira de reproduire le texte, toute interprétation étant superflue devant la rédaction claire et précise du Code de 1889.

— « L'art. 225. *Quiconque, après la perpétration d'un délit, à raison duquel est édictée une peine non inférieure à la détention, sans concert antérieur au délit même et sans contribuer à faire atteindre les conséquences dernières, aide quelqu'un à s'en assurer le profit, à éluder les investigations de l'autorité, ou bien*

à échapper aux recherches de celle-ci ou à l'exécution de la condamnation et quiconque supprime ou, de quelque manière que ce soit, fait disparaître ou altère les traces ou les indices d'un délit passible de la peine susdite, est puni de la réclusion ou de la détention, qui peut être portée à cinq ans, sans être supérieure à la moitié de la durée de la peine édictée à raison du délit même.

Lorsqu'il s'agit d'autres infractions la peine est celle de l'amende, qui peut atteindre mille livres.

Et exempt de peine celui qui commet le fait dans l'intérêt d'un proche parent.

Art. 421. — *Quiconque, en dehors du cas prévu à l'art. 225, acquiert, reçoit ou recèle de l'argent ou des choses provenant d'un délit, ou s'entremet, de quelque manière que ce soit, pour les faire acquérir, recevoir ou révéler, sans avoir concouru au délit même, est puni de la réclusion, qui peut être portée à deux ans, et d'une amende qui peut atteindre mille livres. Si l'argent ou les choses proviennent d'un délit passible d'une peine restrictive de la liberté personnelle pendant une durée de plus de cinq ans, le coupable est puni de la réclusion d'un an à quatre ans et d'une amende de cent à trois mille livres.*

Dans les deux cas prévus aux précédentes dispositions, la réclusion ne peut dépasser la moitié de la peine édictée relativement au délit duquel les choses proviennent ; et, lorsqu'il s'agit d'une peine pécuniaire, pour

déterminer cette mesure, on établit la proportion suivant les règles posées dans l'article 19. Si le coupable est receleur habituel, la réclusion est de trois à sept ans, au cas prévu dans la première partie du présent article, et de cinq à dix ans, dans le cas prévu au premier paragraphe ; et l'on ajoute toujours une amende de trois cents à mille livres ».

Nous avons vu jusqu'ici des législations qui présentent en matière de recel une certaine originalité. C'est pourquoi nous passerons plus vite sur d'autres codes pénaux, tout en indiquant les différences que nous y trouverons.

Le code Genevois, présente le même système que celui de l'Allemagne. Nous devons y remarquer une distinction cependant, qui se trouve aussi dans le code pénal hongrois. Si le receleur a agi de concert avec l'auteur, alors il sera puni plus fortement que dans le cas où il n'y a pas eu de concert (art. 334 et 30) (1).

Pour le *Code pénal hongrois* (2), le receleur est encore considéré et puni comme coupable d'un délit distinct. (Chap. XXX), sauf dans le cas où il y a eu concert ; alors le receleur sera considéré complice et puni comme

1. Le canton de Genève avait conservé longtemps le code français de 1810, bien qu'il fut sorti de l'influence politique de la France. C'est seulement en 1874, que ce canton a promulgué son code actuel.

2. Il s'agit du Code de 1880. Avant on se conduisait par des dispositions du moyen-âge, corroborées par des décisions de jurisprudence.

tel, contrairement à ce que nous venons de voir pour le Code genevois, où le concert entre le receleur et l'auteur augmente la peine du premier seulement sans l'assimiler à un complice.

De même dans le *Code pénal des Pays-Bas* (1) le fait de receler est considéré comme un délit distinct. D'ailleurs les mêmes dispositions, que celles étudiées dans le Code allemand, se retrouvent ici. C'est au titre XXX « Les fauteurs » qu'on prévoit la question.

Dans le *Code pénal roumain* nous trouvons le système belge. Comme ce dernier on considère les receleurs des personnes comme des complices ; tandis que les receleurs de choses sont coupables d'un délit *sui-generis*.

Le *Code pénal russe* (2) est contenu dans la sixième édition du Swod, le 16 volume (*Swod Zakonow*) l'édition de 1832. Le travail de concentration, de toutes les dispositions pénales qui se trouvent dans les différentes parties du Swod, est dû au Comte Spéranski, suivi de

1. Comme dans le canton de Genève on emploie dans les Pays-Bas le Code français pendant la domination française. C'est en 1881 seulement qu'on a promulgué le Code actuel.

2. La Russie comme d'autres Etat a un Code pénal en projet. Dans la commission d'étude se trouve avec d'autres savants, M. Foieuiski, criminaliste assez connu non seulement dans son pays mais aussi à l'étranger, en raison de la part active qu'il prend aux congrès internationaux.

Il existe en français une étude très détaillée sur le projet du Code pénal russe, due à notre excellent maître, M. Garcon. (Voir : Bulletin de la Société générale des prisons ; mars et mai 1896).

près de Conte de Bludow, qui s'est attaché plutôt au Code relatif aux peines (oulojénié o nakazaniach, la première édition date de 1845).

On doit reconnaître que la complicité dans la loi russe bien que très développée est cependant bien compliquée.

On distingue les participations sans concert préalable et celles où ce concert a lieu (complots, bandes de malfaiteurs) ; ensuite dans chacun de ces genres de participation on classe d'un côté les auteurs principaux et de l'autre les complices par assistance matérielle ou morale. Lorsqu'il s'agit d'une participation au crime elle n'est punissable qu'en cas de consommation ou de tentative ; si les participants renoncent, ils ne sont plus punis. De même s'ils ont dénoncé, à condition cependant que cette dénonciation soit faite à temps, pour empêcher le crime.

La loi russe comme la loi française, considère les receleurs comme des complices et les distingue en receleurs de personnes et de choses.

Celui qui sans prendre part à l'action, l'a connue et ne l'a pas dénoncée, est considéré comme receleur. S'il s'agit d'un crime imminent, la peine est celle des complices ; si c'est un crime déjà accompli, le non dénonciateur est coupable d'un délit *sui-generis*. Les proches parents, en Russie comme ailleurs, n'encourent pas de peine en cas de non dénonciation, sauf en matière de faits politiques.

En résumé, de l'étude des diverses législations que nous venons de voir, il résulte que le fait de complicité

concomitante se produit partout presque de la même façon. Quant à la complicité antérieure, nous avons vu dans le paragraphe précédent les distinctions à faire ; c'est seulement par rapport à la complicité postérieure, que les différences sont plus prononcées. On peut cependant les faire entrer dans les trois systèmes suivants :

a. Le système du Code français : assimilation des receleurs aux complices, sans distinction entre les receleurs de personnes et de choses ;

b. Le système allemand et italien : les receleurs coupables d'un délit *sui-generis* ;

c. Le système belge contient ceux qui précèdent. En effet, on y doit distinguer le recel des personnes de celui des choses. Le premier est assimilé aux complices, le deuxième à un délit distinct.

DEUXIÈME PARTIE

La peine en matière de complicité.

Dans cette deuxième partie nous étudierons tout d'abord le système du Code pénal français, au point de vue de la pénalité applicable aux complices.

Bien que notre étude se rapporte plus spécialement aux législations modernes, nous croyons cependant comme nécessaire un court aperçu historique de cette question car on ne peut se faire une idée exacte d'une institution juridique qu'en l'étudiant depuis son origine.

Nous ferons ensuite un examen rapide des législations étrangères et dans ce but nous réduirons les différents systèmes qu'elles présentent à quelques types spéciaux et bien définis. Dans cette étude nous n'examinerons pas certains codes pénaux étrangers, puisqu'au point de vue de notre question ces derniers ne présentent pas beaucoup d'originalité et peuvent facilement être rattachés à l'un quelconque des systèmes-types.

SECTION I

§ I

Système du Code français.

Historique. Etat actuel. C'est un système traditionnel.

L'interprétation de l'art. 59 du C. pénal.

Comme nous avons eu déjà l'occasion de le voir, notre Code assimile le complice au point de vue de la pénalité, à l'auteur principal.

L'art. 5 dit : « *Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement.* Cette disposition a toujours été critiquée à cause de sa sévérité.

Cependant il y a eu des interprètes qui l'ont soutenue ; entre autres Target (1) disait : « Tous ceux qui ont par-

1. *Observations sur le projet de Code criminel*, par Target. Cité dans le premier volume (pg 429) de la *Théorie du Code pénal*, par Chauveau et Faustin Hélie.

ticipé au crime par provocation ou par complicité, méritent les mêmes peines que les auteurs ou coopérateurs. Quand la peine serait portée à la plus grande rigueur par l'effet des circonstances aggravantes, il paraît juste que cet accroissement de sévérité frappe tous ceux qui, ayant préparé, aidé ou favorisé le crime, se sont soumis à toutes les suites du crime ».

Cette idée de l'assimilation n'est pas une innovation. Elle se retrouve non seulement dans le Code de 1791 mais aussi dans des législations plus anciennes. Nous croyons que les rédacteurs du Code actuel ont cherché à confirmer la tradition.

Pour nous en convaincre, nous exposerons sommairement l'histoire de la complicité, au point de vue de la pénalité.

∴

Le droit romain n'a pas su dégager en matière de complicité, un ensemble des principes généraux. Il présente un complexe d'opinions sur lesquelles on ne peut pas construire une théorie. Les divers interprètes qui s'en sont occupés, ont été obligés à déduire les règles qui régissent cette matière de quelques textes épars.

Ce défaut d'unité dans la législation romaine provient, d'après M. Scipio Sighele (1) de ce que chez eux « on se

1. *La Teorica positiva della complicita*, par Scipio Sighele. Bibl. antropologica-giuridica. Série II, vol. XXII, 2^e édition, chez Fratelli Bocca, Torino.

préoccupait très peu de la définition des délits et peines, le plus intéressant pour eux c'était la forme du jugement »... Quant à la peine il l'abandonnait volontairement à l'arbitraire du juge ». Voilà donc pourquoi les Romains ne sont pas arrivés à un système d'ensemble.

Ce qu'on peut soutenir avec certitude, c'est que d'une façon générale, à Rome comme dans le droit français, la peine était la même pour les complices (*participes vel socii*), que pour les auteurs principaux (*actores rei*). On peut citer dans ce sens Labéon (1) qui dit : « *non minus delinquant receptatores quam aggressores* » et Ulpien (2) qui assimile le mandant au mandataire « *eadem severitate voluntatem sceleris qua effectum jura puniri voluerunt* ».

On y considérerait comme complices tous ceux qui avaient assisté l'auteur *ope et consilio*, ce qui comprenait aussi les receleurs des personnes et des choses (3); Justinien cependant tempère cette rigueur en exemptant de peine celui qui a donné conseil ou celui qui sans donner asile au coupable l'avait favorisé dans sa fuite.

Si on se place à une époque antérieure au droit romain, on voit que le même principe s'appliquait aussi chez les Grecs, Hébreux et Hindous.

Les idées romaines relatives à la peine des complices

1. L. 3 §, 3, Dig. L. 45, T. IX.

2. L. 11 §, 3, Dig. L. 45, T. IX.

3. *Répertoire général de droit français*. Tome XII. Chap. *Complicité*.

se sont continuées chez les barbares soit que ce principe fut un produit spontané chez eux, soit qu'ils l'aient pris chez les premiers, lorsqu'ils ont été mis en contact avec eux. Les Wisigoths comme les Bavares ne font pas de distinction entre la peine des complices et celle des auteurs.

Chez les Francs nous observons la même chose. Beaumanoir nous le dit dans le *Coutumier de Beauvoisis* (édition Beugnot à la page 460) « Cil qui tient le coze emblée à essient et set qu'elle fut emblée, et cil qui le percace à embler, et cil par qui conseil ele est emblée et par quel consentement et cil qui partiz à le caze emblée tant ne fut-il pas au larrecin fere, tous cil sunt coupable du larrecin aussi bien comme s'ils y eussent esté, et doivent être justicié por le fet, quand il eu sont ataint ».

Ce texte dans sa partie finale nous montre d'une façon assez expressive que les Francs avaient adopté le même principe que les Romains.

Les Etablissements de Saint-Louis § 32 contiennent le même point de vue.

Le droit canonique seul veut s'en départir; cela s'explique aisément car c'était une question de fait plutôt que de droit. Nous savons que ce droit employait les peines arbitraires; par ce moyen on arrivait à punir le même crime d'une même peine, mais le mode d'exécution était différent. Par exemple l'auteur pouvait être supplicié, tandis que le complice était décapité.

Les ordonnances royales continuent simplement la tra-

dition existante, qui se maintient dans le droit intermédiaire. Ainsi le Code pénal du 25 septembre-6 octobre 1791 assimile lui aussi le complice à l'auteur principal cependant il s'écarte un peu de la règle antérieure, au point de vue de la classification des complices. Ceux qui ont donné des conseils ou des instructions pour l'accomplissement d'un crime ne sont plus considérés comme complices. De même les recleurs, n'entrent pas dans cette catégorie.

Enfin le code pénal de 1810 reproduit à peu près celui de 1791, sauf la classification. En effet dans ce dernier code, on n'assimilait les complices aux auteurs, que lorsqu'il s'agissait d'un crime ; le code de 1810 étendit cette assimilation même aux délits.

La révision de 1832, qui introduit les circonstances atténuantes, modifie l'art. 63, dans le sens de cette révision sans s'attaquer aux principes déjà exposés.

L'idée de l'abaissement de la peine des complices par rapport à celle des auteurs, a dû mettre beaucoup de temps pour faire son chemin. Elle a pénétré dans les législations à une époque relativement récente.

Après avoir fait cette digression pour démontrer comment le principe d'assimilation est traditionnel dans la loi française, revenons au point de départ.

..

Il y a une très importante conséquence qui résulte de

la première partie de l'art. 59 : c'est qu'en matière de complicité les actes de participation accessoire empruntent leur criminalité, c'est-à-dire leur qualification aux actes de participation principale. De là, cette règle : si l'acte principal est tel crime ou tel délit, l'acte accessoire sera lui aussi tel crime ou tel délit.

Seulement le législateur s'est écarté de cette règle et il le dit dans la partie finale de l'art. 59... « *sauf le cas où la loi en a disposé autrement* ». Il a considéré qu'il y avait des hypothèses dans lesquelles l'application de l'assimilation, était trop dure pour les complices ; parce que la culpabilité du fait accessoire est moins grande que celle du fait principal. Ce sont les art. 114, 116, 213, 267, et 268, 293, 438 et 441 qui prévoient de pareilles hypothèses. Dans d'autres cas, au contraire, le principe général de l'assimilation ne lui suffisait plus. Les faits accessoires non seulement n'empruntent plus la criminalité du fait principal, mais ils sont considérés comme plus graves et punis en conséquence.

Les art. 237 à 245 en sont un exemple confirmatif. Le complice de l'évasion y est puni plus sévèrement que l'évadé lui même. De même dans les art. 336 et 338 du Code pénal, le complice de la femme adultère est plus sévèrement puni que la femme elle-même.

L'art. 59 déclare que les complices seront condamnés à *la même peine* que les auteurs mêmes du crime ou du délit. Doit-on en déduire que cette peine sera identique à celle de l'auteur principal, comme s'il était lui-même au-

teur ? La question est controversée, bien que la négative ne fait plus de doute.

Pour l'affirmative, on peut invoquer les arguments contenus dans la citation de Target, faite au commencement de notre section.

Dans l'opinion contraire, confirmée par la jurisprudence (1), on soutient que la peine du complice ne doit pas être la même que celle de l'auteur, parce que le juge doit avoir la possibilité de proportionner le châtiment du coupable au degré de criminalité.

On dit encore qu'il faut attacher ces mots « *à la même peine* » pas à la peine de l'auteur, mais à celle prononcée par la loi contre le crime ou le délit commis et qui devra être appliquée à l'un et à l'autre. « En un mot, au point de vue de la culpabilité absolue, le législateur a jugé que les complices et les auteurs étaient également coupables, mais il laisse mesurer la culpabilité relative des uns et des autres par le juge de l'infraction » Garraud (t. 2 p. 271).

Ainsi on pourra admettre sans contredire la loi, qu'un complice peut encourir non seulement le minimum d'une peine tandis que l'auteur est puni du maximum, mais encore d'une peine d'une nature différente de celle de l'auteur. Ce dernier peut très bien être puni de la peine de mort et le complice de la reclusion seulement.

La conséquence du principe que le complice peut en-

1. Cass. 19 sept. 1839 (P. 41, 1, 729) ; 22 janv. 1863 (D. 67, 5, 97).

courir une peine différente de celle de l'auteur, peut aller encore plus loin. Ainsi, il se peut non seulement que le complice soit puni moins fort que l'auteur, mais encore que ce dernier soit acquitté bien que le complice encourt une peine. Cela résulte autant de l'interprétation logique de l'art. 59 que de l'application des principes généraux de droit.

La Cour de Cassation dit dans un arrêt : (Cass. 9 avril 1897) (1) « qu'aucun texte n'impose aux tribunaux l'obligation de motiver, d'une manière spéciale, les différences qu'ils font, dans l'application de la peine, entre les divers inculpés ; ils peuvent punir le complice d'une peine supérieure à celle de l'auteur principal, pourvu qu'elle ne dépasse point le maximum prévu par la loi » (2).

Il est vrai que cette question de la variation des peines des auteurs et complices a perdu depuis 1832 beaucoup de son importance. Les circonstances atténuantes étant possibles pour toute infraction, le juge pourra — comme nous venons de le voir — changer non seulement le *quantum* de la peine mais encore son degré.

Si on est de cet avis, que la peine du complice, ne

1. Il s'agissait de l'interprétation de la loi sur la presse du 31 juillet 1881.

2. Cass. 17 février 1844. Il résulte de cet arrêt que l'auteur peut être condamné à une amende seulement et son complice à un emprisonnement.

doit pas être identique à celle de l'auteur principal, on comprend facilement quel intérêt il y a de distinguer entre deux délinquants, et savoir lequel est auteur et lequel est complice. Faut-il conclure, que dans le système contraire, cette distinction ne soit plus nécessaire? Evidemment non. L'importance de la distinction est tout aussi grande. En effet, nous avons vu, que les complices empruntent non seulement la criminalité du fait principal mais aussi sa qualification. Par conséquent il est de tout intérêt de savoir lequel est auteur, parce que, conformément à l'interprétation donnée à l'art. 59, c'est chez l'auteur qu'on ira chercher les circonstances qui influenceront sur la criminalité plus ou moins grande du fait commis.

D'autre part nous savons qu'en matière de contravention le Code n'a pas puni la complicité. Dès lors il est de la plus grande importance de savoir quel a été le rôle du délinquant. A-t-il été complice, il sera acquitté; au contraire il encourra la peine.

Nous arrivons à la peine des receleurs. Le code les assimilant aux complices, ils seront condamnés de la même peine que celle de l'auteur sauf les cas exceptionnels. Ce sont les art. 61, 62 et 63 qui se rapportent à la peine des receleurs.

Le dernier de ces articles a donné lieu à une grande controverse, avant la réforme de 1832. Bien que la question n'a plus qu'un intérêt rétrospectif, il nous semble nécessaire de l'exposer.

Cela nous servira d'ailleurs à nous rendre compte du changement que cet article a subi.

La rédaction de l'art. 63 était la suivante, dans le Code de 1791.

« Néanmoins, à l'égard des receleurs désignés dans l'article précédent, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, lorsqu'il y a lieu, ne leur sera appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recel, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres: sinon, ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps ».

Il paraît résulter de cet article que dans les cas où les circonstances aggravantes auraient entraîné pour l'auteur la peine de mort ou de travaux forcés à perpétuité, le receleur devait encourir les travaux forcés à temps; à condition toute fois qu'il n'ait pas connu, au moment du recel, ces circonstances qui entraînaient les sus dites peines. Si les circonstances étaient connues par lui, la loi lui appliquait la peine de l'auteur.

Un arrêt du 29 octobre 1812, nous montre l'interprétation donnée à cet article, par la Cour de Cassation. Voici l'hypothèse présentée :

Un vol avait été commis postérieurement à un meurtre et le receleur avait connu cette circonstance aggravante. Il semble qu'on aurait dû appliquer la première partie de l'art. 63 et que le receleur aurait dû subir la peine de l'auteur. Les tribunaux cependant n'ont pas jugé

ainsi. Dans notre hypothèse le receleur devait encourir la peine de mort et cette peine leur paraissait trop forte.

Pour tourner la difficulté, ils ont considéré le délinquant comme coupable du recel du vol. « Le vol disaient-ils, avait suivi le meurtre ; mais celui-ci n'avait pas été le moyen du vol ».

La Cour de Cassation étant d'un avis contraire à celui des Tribunaux, le Conseil d'Etat de l'époque a dû intervenir. Dans son avis du 10 décembre 1813, il donne raison à l'interprétation de la Cour de Cassation.

Lors de la réforme de 1832, le législateur, considérant que la peine prévue par l'art. 63 était trop forte, a changé sa rédaction de la façon suivante :

« Néanmoins la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée à l'égard des receleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité ».

On voit par cela qu'à présent les receleurs seront punis de la peine des travaux forcés à perpétuité lorsque l'auteur encourra la peine de mort. Dans ce cas là il y a une exception au principe d'assimilation entre la peine de l'auteur et du complice.

§ II

Législation comparée.

Peine applicable aux complices en : Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, Hollande, Hongrie, Italie,

Russie, Roumanie, Suisse, (allemande, romande, canton du Tessin), etc.

Après avoir étudié le système du Code pénal français, voyons maintenant quelles solutions adoptent les législations étrangères, lorsqu'il s'agit de la peine applicable aux complices.

Dans le Code pénal de l'*Allemagne*, on considère que la culpabilité du complice n'est pas la même que celle de l'auteur ou de l'instigateur et que la pénalité du premier doit être abaissée.

Dans le cas où le crime a réussi, si l'auteur principal est puni de la détention à perpétuité, le complice encourra trois ans seulement de la même peine. Dans tous les autres cas la peine du complice pourra être réduite au quart du minimum de la peine de l'auteur principal. Si ce quart de minimum est inférieur à un an de réclusion, cette peine sera remplacée par celle de l'emprisonnement.

Le Code allemand de 1870 a été modifié et complété par une loi du 26 février 1876. En vertu de cette loi l'ancien art. 49, a été rédigé comme il suit :

« Quiconque aura engagé autrui soit à commettre un crime, soit à y participer, ou aura agréé une telle proposition, sera sous réserve des dispositions qui appliquent une peine différente, puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, si le crime emporte la peine de mort ou la réclusion à perpétuité, et, si le crime emporte une peine moindre, de la détention ou de l'emprisonnement pendant deux ans au plus.

Sera puni de même, celui qui se sera offert à commettre un crime où à y participer ou qui aura accepté une offre de cette nature. Toutefois les offres ou propositions purement verbales ainsi que leur acceptation ne seront punissables qu'autant que les dites offres ou propositions auront été subordonnées à la concession d'un avantage quelconque.

Le jugement pourra prononcer la privation des droits civiques et autoriser la surveillance de la police.

Conformément à ce texte, l'atténuation de la peine pour le complice, se fait d'après les principes posés au titre relatif à la tentative. D'ailleurs presque tous les articles de la complicité se rapportent aussi à la tentative.

L'article que nous venons de reproduire, contient quelque chose de très original. Les paragraphes 2 et 3 envisagent le cas où une offre de commettre un crime a été acceptée. Bien que cette acceptation n'ait eu aucun commencement d'exécution, elle sera punie. Ainsi, si l'auteur devait encourir la peine de mort ou la reclusion, pour le délit auquel on l'a incité de commettre, il sera puni d'au moins 3 mois d'emprisonnement, bien qu'il n'y ait eu aucun commencement d'exécution. De plus il pourra aussi être soumis à la surveillance de la haute police.

Il semble que c'est une affaire locale qui a déterminé le législateur allemand, à prendre une pareille décision. Lors de la discussion de cet article, on a vivement combattu le changement qu'il a subi (1).

1. Albert l'opineau. « *De la complicité* », Paris, Rousseau 1891.

D'après notre texte il faut qu'on engage quelqu'un à commettre un crime, si l'engagement avait pour but un délit la peine ne serait pas encourue par celui qui a accepté les offres. D'autre part il faut que les offres soient subordonnées à la concession d'un avantage quelconque.

Comme on le voit au point de vue de la peine des complices, la législation pénale allemande présente un système entièrement différent de celui que nous avons vu dans le Code français.

Quant à l'Angleterre, on peut dire qu'elle n'a pas un système suffisamment précis. En effet il y a des cas où les complices sont punis d'une peine inférieure à celle de l'auteur. A ce point de vue, on serait tenté de croire que c'est un système semblable à celui que nous avons exposé dans la législation allemande. D'une façon générale cette idée est exacte, mais il faut observer que le système français trouve aussi son application.

Ainsi quant aux complices, qui ont participé au crime avant sa perpétration, *accessories before the fact*, ils sont punis de la même peine que l'auteur, *principal felons*, fut-ce la peine de mort. Si au contraire il s'agit des complices après le crime, *accessories after the fact* leur peine sera d'un emprisonnement de 2 ans au plus, qui pourrait se transformer pour une complicité de meurtre dans la servitude pénale à vie ou pour au moins cinq ans.

Il y a par conséquent en Angleterre un système, qui consiste dans la combinaison de celui du Code pénal français et du Code pénal allemand.

Le principe du *Code pénal belge* est tout autre que celui des législations déjà examinées. Ici, on réduit la peine du complice d'un degré, mais pour faire cela on ne prend pas en considération l'auteur principal dont il reste indépendant. Dans ce Code, on se demande qu'elle aurait été la peine du complice s'il avait été auteur du fait commis. Supposons qu'il ait encouru la peine des travaux forcés à perpétuité ; dans ce cas le juge le punira d'une peine d'un degré inférieur, c'est-à-dire des travaux forcés à temps.

S'agit-il d'un délit, on ne change pas la peine quant au degré, mais seulement quant à sa durée ; on fait encourir au coupable de complicité, une peine inférieure de deux tiers au maximum à celle qu'il aurait dû subir s'il avait été auteur principal. Par exemple l'art. 463 punit le vol simple d'un emprisonnement de 3 ans ; le complice d'un pareil délit sera condamné tout au plus à 2 ans de la même peine.

Ce que nous venons de dire est contenu dans l'article suivant : « *Les complices d'un crime seront punis de la peine immédiatement inférieure à celle qu'ils encourraient s'ils étaient auteurs de ce crime, conformément aux art. 80 et 81 du présent Code.*

La peine prononcée contre les complices d'un délit n'excédera pas les deux tiers de celle qui leur serait appliquée, s'ils étaient auteurs de ce délit » (art. 69).

Le législateur belge a abaissé la peine de deux degrés en cas de tentative de crime. En pareil cas l'art. 52

applique au complice la peine immédiatement inférieure à celle du crime même. De sorte que, si on veut punir la complicité de tentative, on recherchera comme nous avons vu plus haut pour le crime et le délit, quelle est la peine qui aurait dû lui être appliquée s'il était auteur ; on descendra d'un degré, conformément à l'art. 52 pour la tentative et ensuite on descendra à un deuxième degré, comme application de l'art. 69 déjà cité.

Tel est dans ses grandes lignes le système du code pénal belge. Les législations qui suivent n'ont pas beaucoup d'originalité, car sauf de petites différences, elles pourraient être assimilées aux systèmes déjà exposés.

Dans le *Code espagnol* par exemple, on applique le même principe que celui que nous venons d'étudier dans le code pénal belge. On y descend aussi la peine du complice d'un degré ; mais pour y arriver, on applique au complice la peine qu'aurait encouru l'auteur pour le même délit manqué. Il faut donc que la coopération au délit soit indirecte et qu'elle se manifeste par des actes en l'absence desquels le délit pourrait néanmoins exister ; car, s'il s'agissait d'une coopération directe, il serait considéré comme co-auteur et non comme complice.

On sait qu'en *Hollande*, le juge a une très grande latitude d'appréciation, parce que le code pénal de ce pays ne prévoit pas de minimum. Ce même principe s'applique aux complices. La différence entre eux et les auteurs n'existe que par rapport au maximum. Pour les compli-

ces, ce maximum est moins élevé que le maximum du délit proprement dit.

En règle générale, c'est d'un tiers que la peine du complice est diminuée ; cependant lorsqu'il s'agira d'un délit puni d'un empoisonnement perpétuel, la peine du complice sera de 15 ans au plus. De même les peines accessives encourues par l'auteur principal sont subies aussi par le complice, (art. 47, 48 et 59).

Dans le *Code pénal hongrois*, on se rapporte à la tentative pour chercher la peine du complice. Les art. 66 et 72 punissent l'auteur d'un crime ou d'un délit, du minimum de la peine qu'il aurait dû encourir s'il avait accompli le fait. Pour les complices la même règle est applicable ; mais les juges dans ce cas peuvent descendre jusqu'à la peine d'un délit inférieur.

Les art. 63 et 64 du *Code pénal italien* se rapportent à la peine en matière de complicité. Pour plus de clarté nous croyons nécessaire de les reproduire :

Art. 63. *Quand plusieurs personnes concourent à l'exécution d'une infraction, chacun des auteurs et des coopérateurs immédiats encourt la peine édictée à raison de l'infraction commise.*

La même peine est encourue par celui qui a déterminé les autres à commettre l'infraction ; mais à l'ergastolo est substituée la réclusion de vingt-cinq, à trente ans et les autres peines sont diminuées d'un sixième si l'auteur de l'infraction la commise, en outre, par suite des motifs personnels.

Le premier alinéa ne présente rien de particulier. En effet bien des législations punissent de la même peine les auteurs et les complices.

Le deuxième alinéa place les provocateurs à côté des auteurs. Nous savons que le Code français les considère comme complices. Pourtant même le Code italien prévoit des cas où les provocateurs ne seront pas punis de la peine de l'auteur.

Par exemple lorsque l'auteur est puni de l'ergastolo le provocateur n'encourra que vingt-cinq à trente ans de réclusion, donc le principe d'assimilation dans ce cas n'est plus appliqué. Mais on ne va pas jusqu'à assimiler les provocateurs aux complices ; parce que ces derniers conformément à l'art. 14, n'encourent que la moitié de la peine de l'auteur, tandis que la peine des premiers n'est diminuée que d'un sixième.

On doit conclure que le code italien a fait une classe à part pour les provocateurs. On les placent entre les complices et les auteurs.

Art. 64. — Est puni de la réclusion pour 12 ans au moins, si la peine relativement au délit est l'ergastolo, et dans les autres cas, de la peine édictée à raison du délit, avec diminution de la moitié pour celui qui a concouru à l'infraction :

1° En excitant ou affermissant la résolution de la commettre, ou bien en promettant de prêter assistance ou aide après la perpétration ;

2° *En donnant des instructions ou en procurant les moyens de commettre l'infraction ;*

3° *En facilitant l'exécution, par assistance ou aide, avant ou pendant la perpétration.*

La diminution de peine n'est pas appliquée au coupable de l'un des modes de concours prévus au présent art., si l'infraction eût été impossible sans ce concours.

C'est dans cet article plutôt, qu'on étudie la peine des complices. Le premier alinéa prévoit un cas analogue au premier alinéa de l'art. 63. Cependant, ici, la peine du complice est de 12 ans de reclusion dans le cas où l'auteur est puni de l'ergastolo. Sur ce point le législateur est moins sévère que pour les provocateurs. Il est juste qu'il en soit ainsi, parceque le complice est moins coupable.

D'autre part si l'auteur n'est pas puni d'ergastolo, la peine du complice sera de la moitié de celle encourue par lui. Nous avons vu que pour le provocateur la même peine est réduite d'un sixième seulement.

Quant au rôle que le complice peut jouer, le dernier article cité, fait plusieurs distinctions, dans l'étude desquelles nous ne croyons pas nécessaire d'entrer.

Il faut remarquer ici comme ailleurs, que dans le cas où le rôle accompli par le complice a été tellement nécessaire, que sans lui, le crime n'aurait pas pu être commis, le complice ne profitera plus de l'abaissement de la peine.

Le Code pénal russe, au point de vue de la peine des complices, ne nous présente pas une grande originalité, comme d'ailleurs sur presque toute la matière de la com-

plicité. Ce que nous pouvons faire de mieux c'est d'observer avec l'éminent pénalogue russe M. Foïnitski (1) que « les Codes pénaux allemands de la première moitié de ce siècle ont été suivis quant à cette matière (la complicité) ».

Par conséquent, conformément au système des Codes dont il s'agit et contrairement au système français, le Code pénal russe, punit les complices d'une peine inférieure à celle de l'auteur, en tenant compte bien entendu de la nature de leur participation. A ce dernier point de vue il faut remarquer ceci : le participant est puni même dans le cas où il a abandonné le projet, s'il n'a pas dénoncé ceux qui devaient accomplir le crime.

Le Code pénal roumain, après une existence de 9 ans a dû subir une modification par la loi du 20 février 1874. La réforme a porté sur 109 articles; le Code en contient 400.

La complicité s'en est beaucoup ressentie de cette modification, car sur 10 articles qui la régissent, la moitié ont été modifiés. L'art. 48 reproduit l'art. 69 du code belge, dans sa première partie.

Art. 48 — *Le complice sera puni d'une peine inférieure d'un degré à celle encourue par l'auteur principal, mais d'après la nature du crime considéré comme étant commis par lui-même.*

1. *Le droit criminel dans des Etats Européens*, chapitre relatif à la Russie, tome 1^{er}.

L'article suivant met en application le principe émis dans l'article 48. Il est rédigé ainsi :

Art. 49. — Lorsque la peine de l'auteur principal sera la réclusion, la peine du complice sera l'emprisonnement correctionnel de deux à cinq ans.

Si la peine de l'auteur principal est l'emprisonnement correctionnel, le complice encourra le minimum de cette peine.

D'autre part, dans l'article 51 du code roumain, on prend en considération la nature de la participation, chose que nous avons remarqué dans la partie finale de l'article 64 du code italien. Si cette participation a été tellement essentielle, que sans elle le crime n'aurait pas eu lieu, le complice ne bénéficiera d'aucune diminution.

En Suisse, le principe est que les complices sont punis d'une peine inférieure à celle de l'auteur et ce principe est applicable non seulement dans la Suisse allemande, mais aussi dans la Suisse romande et le canton du Tessin.

Ainsi : dans la Suisse allemande on punit le complice d'une peine qui est d'un quart ou de trois quarts au-dessous de celle qu'il aurait encourue s'il avait été auteur ;

Dans la Suisse romande (cantons de Vaud, Valais, Fribourg, Genève et Neuchâtel) nous trouvons aussi l'abaissement de la peine du complice.

Le Code Genevois cependant applique en partie le système du code français. Lorsque la peine de l'auteur principal est indivisible, la même peine est encourue aussi par le complice ; dans le cas où la peine principale est la réclu-

sion a perpétuité, le complice a la même peine réduite à un maximum de 20 et un minimum de 15 ans.

Si la peine principale est divisible, on revient au système du Code de la Suisse allemande ; c'est-à-dire, on applique la peine de l'auteur réduite d'un quart au moins jusqu'à trois quarts au plus.

Enfin, dans le canton du Tessin, on applique de même le système de la Suisse allemande. D'autre part, prouve-t-on que le crime ne serait pas commis sans l'aide du complice, ce dernier encourt la peine de l'auteur principal (art. 62 et 63).

L'idée contenue dans ces articles nous l'avons examinée dans quelques-unes des législations qui précèdent.

..

Nous laissons de côté volontairement plusieurs autres législations. A part quelques différences secondaires, on peut les faire entrer dans les systèmes exposés plus haut.

Nous devons remarquer que le récent projet de *Code pénal scandinave*, place la question de la complicité sur une autre base. On y prend en considération l'intention.

Dans ce système, où les sentences indéterminées, mais limitées par un minimum judiciaire et un maximum légal, sont combinées avec la libération conditionnelle, on a la possibilité d'atténuer ou d'aggraver la peine du complice suivant les cas et même indépendamment de sa culpabilité, étant donné qu'on se place plutôt au point de vue de l'amendement du délinquant (1).

1. Voir le remarquable rapport fait à la Société générale des prisons,

Si nous passons en Amérique, aux *Etats-Unis* par exemple, le code pénal distingue la participation principale et accessoire. La première est divisée en participation du premier et du deuxième degré et la deuxième en participation antérieure et postérieure au fait (2), distinction que nous avons vu aussi dans la législation anglaise.

§ III

Exposé des critiques faites au système du code pénal français.

Ces critiques n'ont plus la même portée depuis la réforme de 1832. Les législations qui abaissent la peine

par M. Van Hamel et les intéressantes discussions auquel il a donné lieu. A propos des sentences indéterminées cet auteur croit que la peine fixe, en principe, peut être indifférente à l'étude des causes de la criminalité ; tandis que la peine indéterminée favoriserait l'étude des causes de la criminalité, anthropologique et sociale. Séance du 19 avril 1899 ; Bulletin du mois suivant.

Sur ce point comme sur bien d'autres, le projet du C. P. scandinave contient beaucoup d'innovations. On pourrait le considérer comme la synthèse des discussions qui ont eu lieu dans la moitié du XIX^e siècle, dans les différents congrès des savants.

2. Ces divisions n'ont pas l'importance qu'on pourrait supposer, lorsqu'il s'agit d'*accessories after the fact* (complicité postérieure au fait) ; ils sont tous condamnés à la même peine. Sighele op. cité, pg. 42, nota I.

des complices reviennent indirectement au système du code français.

Nous avons vu dans le premier paragraphe de cette section, la peine encourue par les complices d'après les diverses législations. Deux systèmes peuvent s'en dégager : le système du code français et le système opposé. On peut ajouter un troisième, qui serait une combinaison de deux premiers.

Pour plus de clarté, nous envisageons seulement les deux premiers. Il nous semble même qu'ils peuvent en pratique, se réduire à un seul, surtout depuis la réforme du code pénal français de 1832. C'est ce que nous démontrerons plus loin.

∴

Tout d'abord nous exposerons les critiques faites au système de l'assimilation.

On dit que cette assimilation est injuste, parce que la culpabilité du complice diffère de celle de l'auteur. Par cette seule raison qu'il agit comme complice, on doit considérer logiquement, qu'il n'a pas voulu agir comme auteur. De là, une différence de peine serait équitable.

Beccaria d'autre part considère que l'intérêt social veut que les complices soient punis d'une autre peine que les auteurs. Voici, ce qu'il dit dans son *Traité des délits et peines* au § XXXVII.

... « La même gradation dans les peines doit être sui-

vie, mais pour une raison différente, à l'égard des complices d'un crime dont tous n'ont point été les exécuteurs immédiats. Lorsque plusieurs hommes s'unissent pour affronter un péril commun, plus ce péril sera grand plus ils chercheront à le rendre égal pour tous ; plus il leur deviendra donc difficile de trouver un d'entre eux qui veuille armer son bras pour consommer le crime, quand celui-là se trouvera courir un danger plus imminent et plus terrible ».

Au point de vue théorique il n'y aurait rien à dire contre ces arguments ; mais, lorsqu'on cherche à se rendre compte de faits eux-mêmes, qu'observe-t-on en matière de complicité ?

1^o Par la participation, les jeunes délinquants peuvent exercer leurs facultés malveillantes. N'ayant pas l'expérience, ils peuvent très bien être employés dans les rôles d'une moindre importance.

2^o Les récidivistes les plus dangereux s'associent entre eux et souvent leur séjour dans la prison leur permet de combiner d'autres coups. « Victor Hugo a écrit que le grand criminel dans son cachot est comme un peintre dans son atelier : *il rêve un nouveau chef-d'œuvre*. » « Dans ce rêve d'un chef-d'œuvre le peintre n'est presque jamais seul, car ils s'associe ses co-détenus » ajoute M. Sighele (1).

3^o Enfin, les statistiques que nous aurons l'occasion

1. Scipio Sighele « *Le crime à deux* » pg. 21 chez Masson, Paris.

d'examiner dans la troisième partie de cette étude, nous montreront que la complicité augmente partout. Les indications que nous avons pour la France, l'Italie, la Russie et la Roumanie, nous font prévoir qu'il doit en être de même dans les autres pays ou dans la plupart d'entre eux. Voilà les faits.

Lorsqu'on voit les problèmes délicats auxquels se rattache la complicité, peut-on demander l'adoucissement des peines sans craindre une plus grande augmentation des complices ? Il est beau, en théorie, de recommander l'adoucissement des peines ; mais le législateur regarde d'abord si l'état actuel des choses le lui impose, or cet état de choses, nous l'avons dit, est loin de confirmer l'utilité d'un pareil changement.

Ceux qui soutiennent que la peine du complice doit être abaissée, n'envisagent cette peine qu'au point de vue de la sanction sociale, qui doit être juste. Mais à côté de ce but qui est plutôt répressif il y en a un autre qui est préventif : c'est celui de l'intimidation. Si donc, comme sanction nous disons qu'il serait injuste d'assimiler les complices aux auteurs ; il nous semble que le même principe en ce qui concerne l'intimidation devrait être appliqué avec beaucoup de circonspection. Nous verrons parmi les théories émises celle qui nous paraît tenir compte de ces principes.

∴

Nous sommes d'avis, que le principe de l'assimilation entre la peine des complices et celle des auteurs peut très

bien exister dans les codes. Mais si ce principe doit exister il ne s'ensuit pas que le juge n'ait pas le moyen d'abaisser la peine lorsque certaines circonstances se présenteront. Or à ce point de vue, depuis 1832, satisfaction a été donnée à l'équité.

Par le moyen des circonstances atténuantes, on arrive à déterminer la peine conformément à la culpabilité de l'individu ; tandis que, dans le cas où cette culpabilité est la même que celle de l'auteur ou tout en étant différente, la perversité du complice n'est pas moins évidente, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas possible de le punir aussi sévèrement que l'auteur principal. Dans tous les cas le juge devrait avoir cette faculté et il l'a dans les deux systèmes, chose que nous allons voir à l'instant.

On dit encore qu'il est arbitraire de laisser le délinquant au pouvoir du juge, qui pourrait très bien ne pas appliquer ces circonstances atténuantes. Mais si on se place sur le terrain des faits, on voit tout de suite que cette objection n'a pas de portée. Les jurys comme les tribunaux correctionnels usent trop souvent de l'application de ces circonstances, atténuantes, on considère même qu'ils en abusent et cependant ils les trouvent insuffisantes et prononcent alors, pour éviter une peine qui leur semble trop rigoureuse des acquittements injustes ; c'est pour remédier à cet inconvénient qu'on a proposé l'introduction du système des circonstances très atténuantes.

Le fait de complicité nous l'avons vu est très difficile à déterminer à cause des multiples façons dont il peut se

présenter et des nuances, qui dans la majorité des cas sont tout à fait subtiles ; on voit par là combien il est nécessaire que le juge ait une grande latitude dans l'application de la peine.

Le système du Code français, depuis la loi de 1832 a obtenu largement ce résultat et la Commission chargée de la rédaction d'un projet de Code pénal a eu raison de le maintenir.

D'autre part lorsque nous avons examiné les législations étrangères, nous avons remarqué que toutes celles qui ont abaissé la peine des complices, ont été obligées d'insérer un article spécial en vertu duquel « *si le fait du complice a été tel que sans lui le crime n'aurait pas eu lieu on appliquera toujours au complice la même peine qu'à l'auteur* ». Nous voyons par cela, que ce moyen détourné conduit au système du code français.

En effet le législateur français dit : « je punirai le fait de complicité de la peine de l'auteur, mais je me réserve le droit d'abaisser cette peine au moyen des circonstances atténuantes » ; les législateurs belge, allemand, etc. disent : « Je punirai le fait de complicité d'une peine inférieure à celle de l'auteur, mais je me réserve le droit d'appliquer au complice la même peine que celle de l'auteur ».

Voici donc deux systèmes qui arrivent, en fait, au même résultat. Dès lors, la critique qu'on adresse au système de l'assimilation peut être retournée contre ceux qui soutiennent le système contraire, étant donné que dans ce dernier on reconnaît l'insuffisance de l'abaissement de

la peine, puisqu'on est obligé de revenir au premier par le moyen indiqué plus haut.

Il nous semble même que le premier système a un autre avantage, auquel nous avons déjà fait allusion plus haut, celui de l'intimidation, qui n'est pas à dédaigner en matière de pénalité. On fait de l'intimidation la base même du droit pénal. « Il faut que le droit de répression atteigne les crimes et les délits à venir, non seulement dans le coupable qui est en ce moment sous la main de la justice, mais dans tous ceux qui seraient tentés de l'imiter. En un mot, le droit de répression n'est rien sans le droit d'intimidation, et c'est précisément le droit d'intimidation qui est la base de la loi pénale » (1).

1. A. Franck. « *La Philosophie du droit pénal* », p. 86 chez Alcan, Paris.

SECTION II

§ I

De l'influence qu'ont sur les complices les circonstances qui aggravent la peine de l'auteur principal.

Ce que nous allons examiner dans cette section c'est de savoir si les complices sont responsables des circonstances aggravantes qui ont accompagné le crime sans qu'ils les connaissent. Dans un deuxième paragraphe nous verrons quelle influence peuvent avoir sur les complices, les circonstances qui atténuent la peine de l'auteur principal.

Les complices, doivent-ils être atteints seulement de la seule peine que la loi a décernée contre le crime auquel ils ont participé ? En d'autres termes l'aggravation qui frappe l'auteur principal à cause des qualités qui lui sont inhérentes, doit-elle être subie aussi par le complice ?

Tout le monde s'accorde à reconnaître que pour la solution de ce problème on doit faire une distinction imposée par la façon dont ces circonstances se présentent.

En effet, ces circonstances peuvent être comprises directement dans le fait principal ; elles sont en quelque sorte intrinsèques. On dit alors que de pareilles circonstances sont *réelles ou objectives*.

D'autre part il y en a qui sont extrinsèques, c'est-à-dire personnelles à l'auteur principal ; on les nomme *subjectives ou personnelles*.

Des auteurs ont trouvé même des circonstances aggravantes qui prennent la place entre les deux distinctions que nous venons de faire : ce sont des circonstances mixtes. Il nous semble que la question ne gagnerait rien en clarté si on admet cette troisième classe ; puisque les mêmes auteurs font entrer ces circonstances intermédiaires soit dans la première, soit dans la deuxième division, nous ne croyons pas nécessaire de les suivre.

Il nous reste à examiner comment le Code a résolu la question de l'influence que ces deux espèces de circonstances, peuvent avoir sur la peine des complices.

a. — *Circonstances aggravantes réelles*. — Nous les avons définies en disant qu'elles sont, pour ainsi dire, comprises dans le fait principal ; elles tiennent à la nature même du crime ou du délit. Les complices sont responsables de pareilles circonstances ; à ce point de vue la jurisprudence est d'accord avec la loi. Cette décision nous semble juste, parce que ceux qui se sont unis pour commettre un fait, doivent subir les conséquences immédiates de ce fait. Par exemple quelqu'un persuade à une autre de commettre un meurtre. Ce dernier accomplit le

fait, comme il l'entend. Le premier ne pourrait pas arguer qu'il se serait pris autrement et qu'il ne devrait pas être assimilé à l'auteur. En effet, c'est le but qu'on prend en considération, on ne regarde pas les moyens. « Il se sont soumis à toutes les chances de l'entreprise ; ils ont éventuellement, en donnant une sorte de blanc-seing, consenti à l'emploi de tous les moyens propres à réaliser le délit ». Garraud t. 2. page 466.

Il nous semble cependant qu'il ne faut pas aller trop loin dans cette voie, car il pourrait se faire que l'auteur ait dépassé non seulement les instructions reçues mais le but même. Primus, par exemple, donne des instructions à Secundus pour commettre un vol. Ce dernier tue la personne trouvée sur les lieux. Dans ce cas nous considérons que le premier ne doit pas être rendu responsable de ce nouveau fait qui dépasse son but. Il sera complice du vol mais pas du meurtre.

Nous venons de voir, que les complices sont responsables des circonstances aggravantes réelles, même s'ils ne les ont pas connues ; nous disions au commencement de ce paragraphe que la loi confirme cette interprétation. En effet cette solution ressort de l'art. 63 du code pénal. Dans cet article le législateur a pris la peine de dire qu'on ne devra pas appliquer aux récepteurs la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, lorsqu'il y a lieu à appliquer ces peines à l'auteur qu'autant que ces récepteurs ont eu connaissance des circonstances auxquelles la loi attache ces peines. S'ils ne les ont pas

connues, ils seront punis seulement de la peine des travaux forcés à temps. L'exception de l'art. 63 ne se rapportant qu'aux récepteurs, il en résulte que le droit commun reprendra son empire relativement aux autres complices. Par conséquent, ceux-là seront responsables des circonstances aggravantes réelles, mêmes s'ils ne les ont pas connues.

b. — Circonstances aggravantes personnelles. — Par rapport à ce genre de circonstances, nous devons le dire tout d'abord, l'interprétation qu'on donne aujourd'hui à leur sujet est tout à fait contraire à celle qui était donnée avant le Code de 1810. Avant cette date on les appliquait aux complices, dans le cas seulement où ceux-ci les avaient connues ; aujourd'hui on rend les complices responsables dans tous les cas. Ainsi pour un assassinat, le complice sera puni de la peine de mort, même dans le cas où il n'y a pas eu de préméditation de sa part. La raison qui semble motiver une pareille décision est la même que celle que nous avons vue pour les circonstances aggravantes réelles ; c'est-à-dire que tous ceux qui s'unissent dans un but commun doivent en subir toutes les conséquences.

C'est l'art. 59 qui sert de base à la jurisprudence dans son interprétation vivement combattue par la doctrine, qui la considère comme inique.

« Nulle disposition pénale, disent MM. Chauveau et Faustin-Hélie, n'inflige à plusieurs auteurs d'un crime l'obligation de subir l'aggravation qui peut-être due à

l'un d'eux. Or, si cette aggravation ne doit pas peser sur les co-auteurs, les complices doivent-ils la supporter? Ce que l'art. 59 a voulu dire, c'est que les complices seraient punis de la peine portée contre le crime même, c'est qu'ils seraient punis comme s'ils en étaient les auteurs » (1).

On peut d'une autre façon réfuter la décision de la jurisprudence. En vérité, si conformément à l'avis émis, à savoir que les mots contenus dans l'art. 59, *la même peine*, doivent signifier une identification de peine, même quant aux circonstances aggravantes personnelles ; alors, pour être conséquente avec elle-même, la jurisprudence devrait dire que dans le cas où la peine de l'auteur principal est diminuée pour une cause quelconque, cette diminution profiterait aussi au complice.

Elle ne le fait pas pourtant et elle a raison. Dès lors, si la jurisprudence reconnaît que l'art. 59, peut être interprété d'une autre manière c'est que pour elle, les mots, « *la même peine* » n'ont pas la seule signification qu'elle leur a donnée.

Si on admet l'opinion émise par la jurisprudence, on devrait dans le cas prévu par l'art. 302 du code pénal décider, que le complice d'un parricide subira la peine du fils-auteur ;

Que dans le cas prévu par l'article 386 n° 3, relativement au vol d'un serviteur, la même solution s'appliquerait ;

1. *Op. cité.* pg. 454.

de même, lorsqu'il s'agit d'un officier public, qui a commis son délit avec d'autres personnes ;

Qu'enfin, si l'auteur principal a prémédité éson crime, bien que les complices n'aient pas connu cette circonstance, ils doivent subir la peine, comme s'ils l'avaient connue.

... « sans doute, dit M. Garraud (t. 3 pg 471), l'individu qui connaissant les causes d'aggravations personnelles à l'auteur, provoque ou facilite l'exécution d'un meurtre, commis par un fils sur son père, d'un vol commis par un domestique chez son maître, d'un faux accompli par un notaire, participe lui-même à la culpabilité spéciale du fait ; mais il n'est pas non plus aussi coupable que l'auteur même, parce qu'il n'a pas violé les mêmes devoirs et qu'il n'a pu être retenu par les mêmes considérations ; une justice équitable demanderait donc une peine intermédiaire, entre la peine qui frappe l'auteur, à raison de sa qualité de fils, de domestique, d'officier public, et la peine normale prononcée contre le crime auquel le complice a participé ».

D'autre part, M. Léveillé, notre savant maître, s'exprime ainsi, à propos de la décision de la jurisprudence.... « Je n'ai jamais bien compris comment la Cour de cassation française pouvait décider à la fois que les quantités défavorables et aggravantes de l'auteur principal se communiquaient au complice, tandis que les qualités favorables ou atténuantes de l'auteur principal ne se communiquaient pas à ce même complice. Ce défaut d'harmonie entre les

solutions de la jurisprudence m'a toujours paru fâcheux et peu logique (1). »

Toujours contre la jurisprudence il nous semble qu'on peut invoquer aussi les art. 196 et 268 du Code de justice militaire, pour l'armée de terre et l'art. 253 n° 3 du même code, pour l'armée de mer.

En vertu de ces articles si des militaires ont commis des infractions avec des civils qui jouent le rôle de complices, ces derniers seront punis d'après le droit commun. On voit par suite, que si le législateur avait compris le principe du Code de 1810 de la façon dont la jurisprudence l'applique, il l'aurait introduit aussi dans les Codes, dont nous venons de parler.

Nous croyons avec notre éminent maître M. Le Poittevin « que l'assimilation au point de vue de circonstances aggravantes dont nous nous occupons, n'est pas raisonnable et, qu'aujourd'hui la question serait autrement jugées » (2).

Il y a des circonstances aggravantes, dont nous ne nous sommes pas occupé et qui méritent tout à fait l'épithète de *personnelles*, parce qu'elles restent attachées à la personne de l'auteur principal ou à la personne du complice, sans influence aucune de l'un sur l'autre, comme par exemple la récidive. Sur ce point il y a un accord parfait entre la doctrine et la jurisprudence.

1. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 96, page 1276.

2. A son cours déjà cité. Voir aussi Garofalo « *La criminologie* », pag. 353, chez Alcan.

Dans le projet de réforme du Code pénal français, la question relative aux circonstances aggravantes reste la même, parce que la Commission chargée de la rédaction de ce projet s'est bornée à la reproduction de l'ancien art. 59 dans l'art. 82 du projet. C'est pourquoi on le considère comme n'ayant fait aucun progrès à propos de la complicité, puisque cette question reste ce qu'elle était dans l'ancien Code.

§ II.

D l'influence qu'ont sur les complices les circonstances qui atténuent la peine de l'auteur principal.

Comme pour les circonstances aggravantes, on doit distinguer aussi : des circonstances atténuantes réelles ou personnelles.

Le principe qui régit cette matière est le suivant : si ces circonstances atténuent la criminalité du fait en lui-même, en d'autres mots si elles sont intrinsèques, elles sont réelles et comme nous savons que la gravité de l'acte de complicité se mesure sur l'acte principal, ces circonstances atténuantes — inhérentes au fait — profiteront aussi aux complices ; si, à l'inverse, elles sont entièrement personnelles à l'auteur ou extrinsèques au crime, le complice ne pourra pas en profiter.

L'application du principe émis, nous conduira à déci-

der, que les complices ne pourront pas profiter de cette circonstance que l'auteur est mineur (art. 66-69), parce qu'elle est personnelle à l'auteur. Ainsi, en supposant comme auteur un mineur de moins de seize ans, acquitté comme ayant agi sans discernement, son complice, receleur par exemple, sera condamné comme si l'auteur avait encouru la peine, parce qu'il ne peut pas invoquer l'acquittement du mineur.

Mais en nous plaçant dans le cas où des complices majeurs ont donné aide et assistance à un mineur pour repousser une tentative de crime contre sa personne; alors, on se trouvera devant des circonstances intrinsèques au fait, qui atténueront par conséquent aussi le fait des complices si l'agresseur du mineur a été blessé ou tué à la suite de leur aide. Cette excuse légale de la provocation sera toujours applicable lorsqu'elle tient non pas à la personne de l'auteur, mais au fait lui-même.

L'article 324 alinéa 2, nous dit que le meurtre commis par le mari sur sa femme surprise en flagrant délit d'adultère est excusable. Supposons qu'au moment où il voulait tuer sa femme, une autre personne lui ait prêté une arme; ce complice, profitera-t-il lui aussi de la disposition exceptionnelle de notre article ?

Certainement non, puisque le législateur l'a admis seulement à propos du mari, qui est supposé avoir des raisons personnelles pour se conduire de la sorte. Ces raisons ne pouvant pas être invoquées par ses complices, ceux-là seront considérés comme ayant aidé à un meurtre

et punis comme tels. On pourrait même invoquer le principe de droit : *Exceptio est strictissimae interpretationis* ; hors l'exception, la règle générale devra reprendre son empire.

§ III. — *Législation comparée.*

Nous n'aurons pas beaucoup à dire sur ce sujet, car toutes les législations ont beaucoup de ressemblances au point de vue des circonstances aggravantes ou atténuantes, qu'elles soient réelles ou personnelles. C'est pourquoi nous nous contentons d'exposer le système du Code allemand et italien, les autres Codes pouvant se rattacher facilement soit à ces deux Codes, soit au Code français.

C'est l'art. 50 du Code pénal allemand qui nous intéresse. Il est ainsi rédigé : « *Lorsque la loi aggrave ou abaisse la pénalité d'un acte, à raison de certaines qualités et circonstances personnelles à l'agent, ces qualités et circonstances devront être prises en considération à l'égard de l'auteur ou du complice (co-auteur, instigateur) chez lequel elles se rencontrent* ».

Il résulte de cet article, que si des circonstances personnelles aggravantes ou atténuantes se produisent dans la personne du complice ou de l'auteur seulement, ces circonstances n'auront aucune influence sur l'autre ; et, contrairement, si ces circonstances modifient le fait en lui-même, la modification de la peine sera subie tant par les auteurs que par les complices.

Dans le code allemand, contrairement au code français les complices ne subiront plus d'aggravation si elle est due à des causes personnelles à l'auteur. Par exemple, au cas de parricide, les complices seront punis comme meurtriers, parce que la qualité de fils ne leur appartient pas.

Une très grande différence, entre le code allemand et le code français, résulte encore de l'art. 59. En vertu de cet article, les circonstances qui aggravent le fait, ne seront mises à la charge des complices que s'ils les ont connues. Nous avons vu, que la doctrine en grande partie, veut admettre la même solution dans le droit français, mais que la jurisprudence est d'un avis contraire.

Le code pénal italien se place à un point de vue tout à fait rationnel. Il admet d'une façon générale la communicabilité de l'aggravation, non seulement quant aux circonstances matérielles mais aussi quant aux circonstances personnelles si elles ont été connues par les complices. Conformément à cette interprétation, nous devons décider que le fils complice d'un parricide communiquera sa circonstance aggravante à l'auteur, si ce dernier l'avait connue. De même si l'auteur savait que son complice était domestique dans la maison de la victime se verra condamné comme s'il était lui-même domestique.

Dans le cas où l'auteur peut prouver qu'il ne connaissait pas les circonstances personnelles au complice ; ou réciproquement que le complice ne connaissait pas ces mêmes circonstances chez l'auteur, il n'y aura pas de

communicabilité entre-eux, chacun répondant pour soi-même.

Voici le texte des articles, d'où on peut tirer les solutions que nous avons données :

Art. 65. — « *Les circonstances et les qualités inhérentes à la personne, permanentes ou accidentelles, d raison desquelles est aggravée la peine à l'égard de l'un de ceux qui ont concouru à l'infraction, si elles ont servi à en faciliter l'exécution, sont imputables aussi à ceux qui en ont eu connaissance, au moment où ils ont prêté leur concours* »

Art. 66. — *Les circonstances matérielles qui aggravent la peine, alors même qu'elles entraînent un changement de qualification de l'infraction, sont imputables à ceux qui en avaient connaissance au moment où ils ont prêté leur concours* ».

SECTION III

La complicité dans le projet du Code pénal français.

Avant d'entamer l'étude de diverses théories qui se sont fait jour récemment, nous croyons utile de dire un mot du Projet du Code Pénal français relativement à la complicité (1). Cette question se trouve dans le dit projet, au chapitre intitulé : « *De la participation aux crimes et délits* ».

Les rédacteurs de ce projet envisagent dans l'art. 80, la situation des auteurs. « *Seront* », d'après cet article, *auteurs ceux qui auront commis l'action ou auront avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront consommée* ».

Nous avons vu, lorsque nous nous sommes occupé de l'interprétation de l'art. 62 Code Pénal les critiques auxquelles il donnait lieu, car il n'est pas très aisé de distin-

1. Il s'agit du projet du Code Pénal, qui a été publié pour la première fois en 1892. *Bulletin de la Société générale des prisons* de 1894 p. 182 et s. Voir au même Bulletin, l'étude de notre savant maître, M. Le Poittevin, sur le projet en question.

guer les hypothèses où l'assistance dans les faits qui ont consommé le crime ou le délit sont constitutifs de complicité, de celles où il faut voir l'assistance réciproque de co-auteurs. C'est pourquoi on doit considérer comme un grand progrès cette nouvelle rédaction. Elle s'imposait d'ailleurs à la suite des discussions suscitées par l'ancien article. Avec le système du projet la situation de ceux qui auront assisté l'auteur dans les faits de consommation du crime ou du délit est suffisamment claire, parce qu'ils seront considérés toujours comme co-auteurs.

L'article 81 du projet, nous montre quelles sont les personnes qu'il faut considérer comme complices et quelle est leur situation. Cet article reproduit en partie l'art. 60 du Code Pénal. Il est divisé en quatre numéros.

Le premier numéro, qui n'est que la production tîden-bue du premier alinéa de l'art. 60 Code Pénal, parle de provocateurs. Par la reproduction de l'ancien texte, les provocateurs continueront à être assimilés aux complices, contrairement à ce que nous avons vu dans plusieurs législations.

Nous croyons, à ce point de vue, que les rédacteurs du projet en maintenant les choses dans l'état actuel, n'ont pas été très bien inspirés et qu'une rédaction définitive de l'article en question, changera la situation des provocateurs. En vérité, depuis 1892 des nombreuses discussions qui ont eu lieu sur ce sujet il résulte, que si dans la doctrine on n'est pas encore d'accord pour considérer les provocateurs comme des auteurs, il y a cependant bon

nombre d'auteurs, qui voudraient que les premiers aient une place à part dans le Code pénal. Ainsi au Congrès de Lille, on a admis la provocation comme un delit *sui generis*, indépendant du fait principal (1).

D'autre part on peut adresser une autre critique au nouvel article relativement aux mots « *machinations ou artifices coupables* », critique que nous avons suffisamment examinée lorsque nous nous sommes occupé de l'art. 60 du C. P. Nous ne croyons pas nécessaire d'insister sur cette discussion ; nous ne pourrions faire que nous répéter.

Le n° 2 de l'article 81 ; comme le n° 1, n'a rien de spécial. Lui aussi n'est que la reproduction du deuxième alinéa de l'art. 60 ; c'est pourquoi nous ne nous y arrêtons pas. Nous dirons la même chose quant au n° 3.

Le n° 4 nous arrêtera plus longtemps. Pour plus de clarté nous croyons nécessaire de le reproduire :

« Seront punis comme complices : ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces professés dans les lieux ou réunions publics soit, par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches, exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre la dite action. »

Comme on le voit, les rédacteurs du projet ont repro-

1. Voir les travaux du Congrès.

duit, dans ce numéro, exactement le premier alinéa de l'art. 23 de la loi du 24 juillet 1881, sur la presse. Il y a cependant une différence qui pourrait donner lieu à des critiques. En effet, l'alinéa premier de l'art. 23, finit par les mots « si la provocation a été suivie d'effet ». Les rédacteurs du projet ne reproduisant plus cette phrase, on peut se demander s'ils ont entendu s'écarter des dispositions de la loi de 1881 ; c'est-à-dire, s'ils ont considéré comme suffisamment coupables les provocateurs dont ils nous parlent au n° 4, sans que leur provocation soit suivie d'effet.

Bien que cette solution soit très juste, puisque la provocation même dans le cas où elle n'est pas suivie d'effet est tout aussi criminelle, cependant on ne pourrait pas l'accepter devant les règles générales de la complicité, que nous avons déjà examinées. Nous savons que ces règles imposent qu'il y ait une infraction principale à laquelle on puisse rattacher le fait du complice, autrement ce dernier n'encourra pas de peine. Par conséquent, on est obligé de conclure que la phrase de l'art. 23, doit être sous-entendue dans le n° 4 du projet.

Les art. 61 et 62 du C. P. ne se retrouvent plus dans le projet. Avec ces articles a disparu l'assimilation que le C. P. faisait entre les recéleurs et les complices. Nous estimons cette innovation comme très heureuse. Son avantage ne saura échapper à personne.

En vérité, nous venons de le dire à l'instant, que pour que la complicité soit punie, il faut qu'elle se rattache à

un fait principal ; or, cette idée donne lieu actuellement à de s difficultés insurmontables. Supposons un étranger, qui commet un vol à l'étranger et qui vient ensuite en France pour recéler le produit de son méfait. Le juge français, étant incompétent quant à la poursuite de l'auteur, il sera incompétent aussi quant au receleur, son complice. Cette interprétation est tirée de l'art. 7 du C. d'instruction criminelle, qui nous indique, d'une façon limitative, les divers cas où la loi française peut poursuivre un étranger. De même, si c'est un français qui commet un vol et qui va à l'étranger pour receler les objets volés, on doit considérer que le juge français, compétent quant à l'auteur le sera aussi quant au receleur. Cette compétence est seulement théorique ; car, en fait, l'extradition qui doit être demandée, est rarement accordée par l'Etat où le recel se produit. On comprend dès lors, comment les voleurs et leurs receleurs, peuvent se donner libre carrière dans l'exercice de leurs méfaits et comment ils peuvent transformer le vol, en une sorte d'industrie internationale.

Avec le nouveau système tous ces inconvénients disparaîtront, parce que le recel sera un délit indépendant du fait principal.

Si sur ce point, les rédacteurs du projet ont accompli une réforme très utile ; on ne peut pas en dire autant à propos d'autres questions, qui restent ce qu'elles étaient par le passé. Entre autres, la question des circonstances aggravantes soit personnelles, soit mêmes matérielles

mais inconnues ou impossibles à prévoir par les complices, question qui donne lieu à tant de critiques, continuera, si le projet était admis tel qu'il est, à faire l'objet des discussions variables et incertaines des interprètes.

En résumé, le projet du code pénal de 1892 présente, comme nous venons de le voir, un certain progrès sur la législation actuelle, cependant il ne présente pas toutes les innovations auxquelles on devait s'attendre, ses rédacteurs sont restés volontairement étrangers à bien des questions qui s'agitent depuis longtemps, soit dans les livres soit dans les réunions des savants. C'est pourquoi nous nous permettons d'estimer qu'une rédaction définitive, changera le Chapitre VII de la participation sur plus d'un point.

TROISIÈME PARTIE

Dans cette troisième partie nous exposerons les nouvelles théories émises à propos de la complicité. Mais puisqu'on ne peut pas parler de ces théories, sans mettre en cause l'*Union internationale pour le droit pénal*, il nous semble nécessaire de donner quelques indications sommaires sur le but de cette association.

La création de cette union date de 1889. A cette époque, MM. von Liszt, van Hammel, et Prins auxquels revient l'honneur d'en avoir émis l'idée pour la première fois, ont vu leur œuvre traduite en réalité. Des congrès successifs (à Bruxelles, à Christiana, à Linz, à Paris à Lisbonne, etc.) ont popularisé cette union, dans le monde des savants de tous les pays.

Les statuts de l'Union contiennent 9 thèses fondamentales qui renferment le point de départ de l'union, c'est une sorte de profession de foi scientifique de ses fondateurs et de ceux qui y adhèrent.

Le but qu'on se propose, d'après ces statuts, n'est pas d'étudier les éléments constitutifs, objectifs ou subjectifs du délit ; ce but vise plus haut. On recherche les moyens

et parmi ceux-là quels sont les meilleurs, pour enrayer le crime. Dans ces recherches, on arrive à faire de la « *politique criminelle* » dans le domaine de la criminalité, comme on fait de la « *politique économique* » dans le domaine de la production. Or quelle est la méthode qu'on emploie dans le domaine économique ? C'est celle de l'observation des faits, c'est la méthode positiviste, celle que l'Union a adoptée pour ses recherches scientifiques.

Nous disions plus haut que le but de l'Union est d'enrayer le crime. Or pour y arriver, on a besoin d'imaginer un autre ordre juridique, basée sur un certain idéal de sécurité et de moralité. A ce point de vue donc, l'Union peut être considérée comme *idéaliste* ; c'est pourquoi on l'a qualifiée : *d'idéaliste-positiviste* (1).

..

Nous exposerons dans une première section, la théorie soutenue par l'Union, dans son congrès de Linz. Ce système est connu sous le nom de la « *Théorie de la complicité, délit distinct* ».

Une autre conception, dont le représentant en Italie est M. Sighele et en France M. Cuche, porte le nom de « *Théorie de la complicité-circonstance aggravante* ». Elle fera l'objet de notre deuxième section.

1. L'Union a publié en 1894 un volume intitulé « *La législation pénale dans les Etats européens*. » dans lequel nous avons puisé la plupart des renseignements, relatifs à la complicité en législation comparée. Elle publie aussi un *Bulletin*.

SECTION I

Théorie de la complicité-délit distinct (1).

C'est au congrès tenu à Linz en 1895, par l'Union internationale pour le droit pénal, que cette question a été discutée. Nous verrons dans un premier paragraphe l'exposé de cette théorie, fait au congrès par MM. Nicoladoni et Getz. Dans un deuxième paragraphe nous montrerons les opinions de M. von Liszt et d'autres auteurs sur le même sujet.

§ 1

Nous réunissons ici les opinions de MM. Nicoladoni et Getz, parce que nous semble-t-il, elles se complètent réciproquement.

M. Nicoladoni, commence son rapport au congrès, par une analyse générale de Codes pénaux. Selon lui, il faut rejeter la théorie qui considère le droit comme un ensemble d'idées métaphysiques, dont on doit étudier la déduc-

1. *Bulletin de l'Union*, page 120 et ss. volume de 1897. Thibierge.
« *Notion de la complicité* ». Chez Rousseau, Paris, 1898.

tion logique. Il s'agit d'examiner les faits délictueux commis par les criminels, d'après leur caractère individuel et encore d'après le milieu où ils vivent. La science pénale doit prendre en considération, dans l'application des peines toutes les données psychologiques fournies par l'individualité des délinquants.

En abordant la complicité, M. Nicoladoni, s'élève contre la doctrine classique qui remplace l'intention par le fait de complicité. En effet, cette théorie déclare qu'il y a unité de dessein, parce que il y a unité de faute et ceci tant pour le provocateur que pour le complice par assistance. Cette même théorie, considère que la provocation manquée reste impunie et que les circonstances aggravantes réelles, comme les circonstances personnelles sont subies par les complices. Cependant à ce dernier point de vue plusieurs législations se sont écartées de ce système, tout en conservant les principes de la doctrine classique.

Pour obvier à tous ces résultats iniques, il faudrait appliquer la théorie psychologique basée sur l'intention des auteurs et des complices. On arriverait par ce moyen à un résultat différent de celui du système classique ; dans cette dernière hypothèse on ne serait plus considéré comme participant au fait d'autrui. Il n'y aura plus de liaison ou d'emprunt entre la culpabilité de l'auteur et celle du complice; la volonté du complice pouvant être toute autre que celle de l'auteur, leurs peines aussi doivent différer et prendre une sorte d'individualisation, or si la responsabilité et le fondement de la peine, ainsi que le dit

M. Saleilles (1) l'individualisation doit être le criterium de son application, car telle est d'après cet auteur, la formule du droit pénal.

Le complice doit être puni de son acte à lui, parce que cet acte est nuisible à l'ordre social ; mais, comme il n'est pas aussi nuisible que l'acte de l'auteur, il est juste qu'il encoure une peine moins forte que ce dernier.

La preuve de la fausseté du principe établi comme point de départ de la théorie classique, c'est que dans plusieurs de législations qui l'admettent, cette théorie est rejetée dans l'application de toutes ses conséquences. Comme exemple on prend le Code allemand, qui n'apprécie les circonstances que par rapport à la personne chez laquelle elles se trouvent.

Une autre preuve que le principe de la théorie classique n'est pas exact réside en ce que le provocateur d'un fou, n'est pas enfermé comme ce dernier dans une maison de santé. Cependant le principe classique dit exactement : « le complice emprunte la criminalité de l'auteur ». Dans notre hypothèse on ne le fait pas. La raison en est dans l'inexactitude du principe ; sinon son application devrait être complète dans tous les cas.

La nouvelle théorie se plaçant au point de vue de l'intention des délinquants, trouvera facilement son application dans l'hypothèse d'un auteur fou provoqué par un individu sensé.

1. V. les excellentes leçons, faites au collège des sciences sociales, publiées chez Alcan, 1898.

A l'objection précédente quelle réponse fait la théorie classique ? Le fait du complice, dit-elle, ne se rattache pas à la personne de l'auteur, mais à son acte ; or, dans l'hypothèse prévue, l'acte existe toujours, bien que la personnalité de l'auteur n'ait pas d'existence aux yeux du législateur.

« Quand on soutint, dit notre savant maître, M. Le Poittevin à son cours, que le complice participe au fait d'autrui, cela signifie que le fait d'un autre caractérise son action, mais cela ne signifie pas nécessairement que le complice comme sa personnalité entièrement, peut-être confondue avec la personnalité d'un autre ».

M. Getz, d'autre part, fait une autre objection à la théorie classique. Cet auteur prend comme exemple une personne qui veut en empoisonner une autre. Dans ce but, elle laisse la fiole contenant le poison à la portée du malade, parce qu'elle espère que celui-ci boira le contenu en le prenant à la place du médicament. L'empoisonneur sera donc auteur. Il le resterait toujours s'il avait associé la garde-malade inconsciente de son crime. Si au contraire la garde-malade est consciente de son action, notre auteur par le seul fait d'avoir agi autrement devient coupable d'un acte d'assistance.

Enfin les législations pénales récentes, dit M. Getz, punissent les complices d'une peine inférieure à la peine de l'auteur. Pourquoi ? C'est que l'œuvre du complice est considérée comme secondaire et accessoire. Mais alors on prend en considération le criterium objectif seulement,

puisque l'auteur ne peut pas profiter de l'abaissement de la peine. En pratique cependant, il n'en est pas ainsi; Ne savons-nous pas, en effet, que l'auteur lui-même peut avoir une diminution dans sa peine, pour des causes morales ou autres? Cela prouve qu'à côté de l'élément objectif, on prend en considération aussi l'élément subjectif. Si cette subjectivité est admise, les distinctions de la théorie classique n'ont plus d'importance. Il faudrait donc les rejeter. Par suite on serait conduit à admettre avec le code norvégien que l'abaissement de la peine, en cas de concours, aura lieu s'il existe une situation de subordination entre les délinquants ou bien si leur concours a été d'une valeur particulièrement faible. On ne distingue plus dès lors s'ils ont été auteurs ou complices, ces classifications n'ayant plus d'importance.

S'agit-il des circonstances personnelles qui aggravent ou diminuent la peine? Dans ce cas elles ne se communiquent plus des auteurs au complices, par la simple raison que cette distinction n'a plus lieu dans ce code; quant aux circonstances réelles elles continueront à produire leur effet seulement dans la personne de ceux qui les ont commises. La participation suivant ce projet, sera punie non d'après l'effet obtenu, car l'auteur a peut-être dépassé la volonté du participant, mais seulement dans la mesure de la participation.

On le voit par le système exposé on voudrait arriver à une échelle des peines où tous les faits de complicité pourraient entrer, voir même la tentative de complicité ;

il y aurait une provocation à la provocation (opinion spéciale de M. Nicoladoni).

Conformément à la nouvelle théorie il n'y aurait plus des auteurs et des complices, il y aurait seulement des délinquants et un ensemble de délits. A chacun de ces délits correspondra une culpabilité distincte, basée non pas sur le fait obtenu, mais sur l'analyse subjective de chacun des délinquants. (Opinion spéciale de M. Getz, à laquelle se sont ralliés M. Foinitsky, von Lilienthal, Lammasch et Zürcher dans le congrès de Lintz).

M. Foinitsky, ajoute quelques considérations à la théorie de la complicité-délit distinct. Il est utile de les indiquer ici tout au moins brièvement.

Selon cet auteur, il faut prendre en considération la culpabilité individuelle en examinant le criminel et non son fait, parce que « *son fait n'est qu'une occasion pour saisir le criminel* ». S'il est vrai que le fait est un, il n'est pas moins vrai que des intentions différentes y ont conduit les délinquants. Mais, puisque les intentions sont divisibles il est logique de rendre aussi distincte la culpabilité et de la proportionner à chaque intention.

§ II

Nous donnons une place à part à l'opinion de M. Von Liszt; ses arguments ont aussi une très grande importance. Il arrive d'ailleurs à une conclusion qui n'est pas essentiellement différente de celle que nous avons vue.

Cet auteur, comme M. Nicoladoni, considère que la doctrine classique faisait reposer la question de la participation sur des notions subtiles, dénuées la plupart de valeur théorique et inappréciables en fait. La distinction entre la coopération et la complicité n'a aucune valeur réelle; elle ne sert pas même pour mesurer la peine. Toutes les distinctions faites sont superflues et sans but.

C'est à la science pénale française qu'on doit attribuer la doctrine d'après laquelle celui qui a coopéré à un délit quelconque est puni non pas à raison de son exécution personnelle, mais à raison de sa participation au fait d'autrui. Tout cela « provient de l'introduction du libre arbitre dans le droit pénal, où il n'a cependant rien à voir ».

« Et cependant, peut-on laisser impuni celui qui s'est servi de la folie d'autrui pour commettre un délit ? Car c'est à cela qu'aboutit la théorie classique. Et pourquoi ? Parcequ'elle redoute uniquement de tirer les conséquences naturelles de la doctrine vraie et de dire : « la provocation est tout entière un fait intellectuel ». Dès que ces prémisses sont posées, la différence que l'on veut faire entre la provocation et le fait lui-même vient à disparaître. La provocation n'est qu'un cas particulier de l'action. Toute distinction entre provocation, participation et action peut et doit disparaître. C'est la seule façon d'éviter une série de difficultés ».

M. Von Liszt arrive à une conclusion fort peu différente de celle de M. Nicoladoni. Ce dernier considère la provocation comme un délit *sui-generis*, mais qu'il faut

traiter quant à la peine applicable, comme le délit qu'elle a provoqué ; M. Von Liszt, considère la provocation comme la cause dont l'action est l'effet : « celui qui provoque au meurtre répond ainsi de la mort de la victime, il est lui-même un meurtrier ».

..

Avant de finir l'exposé de cette théorie il nous semble nécessaire de faire une remarque à propos de l'école anthropologique italienne. D'après cette école on doit appliquer son attention du côté des délinquants plutôt que du côté de leurs actes délictueux. Ces actes ne sont pour M. Lombroso, que le résultat de ce qu'on n'est pas libre, parce qu'on est né criminel ; parce qu'on a des tendances qui pourront se développer dans un milieu propice, pour M. E. Ferri.

On prévoit facilement la conclusion à laquelle on arrive dans cette théorie. Il n'y aurait plus de classification au point de vue de la participation. Pas de peine pour les délinquants ; parce qu'il n'y a pas de responsabilité. S'il y en a une, elle serait pour M. Ferri, plutôt sociale. Ce qu'on se demande dans l'école italienne, c'est la façon dont on doit prévenir les crimes à venir. Puisque le délinquant a montré par son fait criminel une nature nuisible, la Société a juste raison de le craindre ; par conséquent

c'est cette crainte, sa *redoutabilité*, (*temibilità*) (1) qui doit servir de base aux mesures à prendre, soit pour son amendement ou adaptation sociale si cela est encore possible, soit pour son élimination dans le cas contraire.

Nous avons fini avec la théorie de la complicité-délit distinct. Nous y reviendrons dans notre conclusion.

1. Voir sur ce point « *La foule criminelle* » par M. Scipio Sighele p. 134 et plus spécialement la note de la même page.

SECTION II

Théorie de la complicité-circonstance aggravante.

Cette théorie est contenue dans le livre de M. Scipio Sighele, intitulé « *La teorica positiva della complicita* »(1). Cet auteur après avoir fait l'historique de la question au point de vue évolutif, arrive à la conclusion qu'il y a deux théories juridiques. Nous les avons vues nous mêmes, dans les deux premières parties de cette étude. De ces deux théories, l'une punit les participants de la même peine et l'autre fait des distinctions entre leurs peines. M. Sighele croit qu'il y a une part de vraie dans ces deux théories, mais que par leur confusion, en prenant ce qu'il y a de vrai dans chacune d'elles, on pourrait parvenir à une troisième, la théorie de la complicité-circonstance aggravante, devenue ainsi la plus exacte.

Cet auteur adresse la même critique que MM. Nicoladoni, Getz, etc. à la doctrine classique. Il dit que la complicité a été considérée à un point de vue exclusivement méta-

1. Chez Fratelli Bocca, 1894. — V. sur la même question notre article publié dans la « *Revista de drept si sociologie* », n° 3, publication du *Groupe d'études juridiques et sociales*. 1899 Bucarest.

physique. Il reconnaît cependant que cette doctrine a pour elle deux arguments, un de logique et l'autre d'opportunité politique ; de logique, parce que ceux qui s'associent se soumettent à toutes les éventualités du méfait accompli, donc à toute la responsabilité ; d'opportunité politique, à cause des difficultés qu'on éprouve dans la distinction de diverses espèces de participation.

Cette doctrine, intitulée par M. Sighele *romana-francese* « a été reprise en Allemagne par von Buri (1). Ce dernier ne part plus des mêmes principes que les adeptes de la théorie classique, il prend comme base le principe de causalité qui n'admettait aucune distinction au point de vue de la responsabilité des délinquants. Pour von Buri, tout délit, est comme tout phénomène, le produit complexe des causes ou des conditions diverses qui concourent à le produire fatalement.

Chacune de ces conditions forme le délit, non pas par elle-même exclusivement ; les autres causes ou conditions y concourent aussi. Entre chacune de ces conditions et l'effet produit, il y a une relation de causalité étroite, nécessaire ; donc une parfaite égalité objective. Il en résulte que chaque délinquant qui a accompli une condition nécessaire au résultat obtenu, doit répondre de ce résultat.

Cette déduction assez juste au point de vue abstrait, ne paraît pas à M. Sighele, tout à fait exacte. Elle a été

1. *Zur Lehre von der Theilnahme an dem Verbrechen, und der Begünstigung* 1860.

critiquée en Italie par M. Impallomeni (1) dans ces termes : « il est vrai, que chacune des causes de l'effet est nécessaire pour que ce dernier se produise ; mais de là il ne faut pas conclure que le pouvoir actif déployé par chaque associé, soit égal en substance. Si trois individus poussent une charge, nous dirons, ou du moins nous supposerons, que les efforts de chacun sont nécessaires pour produire ce mouvement ; mais nous ne dirions pas que chaque individu y ait contribué également si nous apprenons que la force déployée par un individu a été supérieure à celle déployée par un des autres. Remplacez cet homme par un autre dont la force soit égale ou même inférieure à la force de chacun des deux autres et le mouvement ne se produira plus ; l'expérience prouve donc, que si plusieurs forces sont nécessaires pour produire un effet, ce dernier ne doit pas être attribué à chacune d'elles d'une façon égale » (1).

A l'opinion exposée plus haut se rattache aussi M. Sighele, en disant qu'un phénomène quelconque pourrait avoir des millions de causes, mais parmi celles-là il n'y en a pas deux qui soient tout à fait égales. L'égalité dans le domaine moral portée à l'absolu est une conception abstraite et sans application dans notre question.

Dans tout délit il y a à côté de l'intention, un but ou motif personnel et celui-là est presque toujours différent.

1. Sighele, *op. cité*. pag. 56.

2. Impallomeni, *Del concorso die più persone in un reato*. Revista pénale, vol. XXVI, pag. 109.

Il faut tenir compte de ce motif aussi ; l'école classique ne le fait pas et la théorie de von Buri non plus.

La vérité n'est pas dans l'examen objectif de la part que les délinquants prennent dans l'exécution du délit, pour mesurer le degré de punissabilité qui leur convient ; mais surtout dans les motifs que chacun de ces délinquants a eu en vue en accomplissant son action qui détermine sa *temibilité* plus ou moins grande.

La maxime à *chacun selon ses œuvres* n'est pas exacte en droit pénal, la théorie positiviste veut la remplacer par la maxime à *chacun selon sa méchanceté*. Mais pour y arriver il faudrait rejeter toute classification et laisser au juge un grand pouvoir d'appréciation. Par ce moyen il pourra appliquer la peine selon la *temibilité* de ceux qui se trouvent devant son prétoire, sans l'embarrasser de toutes les distinctions des Codes, qui sont à la fois subtiles et iniques.

En dehors de cette peine qui doit être individuellement proportionnée, suivant le degré de nocuité ; il y aurait une autre peine encourue d'une façon générale, par tous ceux qui auront pris part à un méfait. C'est cette dernière peine qui forme la *circonstance-aggravante*. Par cela la société veut montrer que le fait d'association est plus dangereux et qu'elle se réserve le droit de le punir davantage et en dehors de la peine que les complices pourront encourir comme responsabilité individuelle.

La théorie de M. Sighele a été exposée en France par M. Cuche (1) qui croit que la méthode expérimentale finira par s'introduire et former la base du code pénal comme celle des autres sciences. « On doit, dit-il, se rapporter plutôt à la grande logique sociale qui a pour interprètes l'histoire et la statistique, que de raisonner d'une façon *apriorique* sur l'incrimination et sur la peine en cherchant à résoudre abstraitement comme des équations les difficultés qu'elles soulèvent. »

M. Cuche fait aussi cette observation que toutes les législations condamnent les complices seulement pour leur fait individuel; or, à côté de cette culpabilité personnelle, il y en a une autre; celle de l'entente préalable. L'école positive prend en considération ces deux sortes de culpabilités.

Nous avons vu pourquoi d'après certaines opinions la théorie classique est fausse, voyons maintenant pourquoi MM. Sighele et Cuche, soutiennent la nouvelle doctrine.

Si on veut se rendre compte, observent ces auteurs, des criminels complices, on est frappé de ce fait que ce sont toujours les délinquants d'habitude qui s'en rendent coupables. Cette observation d'ailleurs est corroborée par des statistiques recueillies en Italie et en France. Les mêmes statistiques nous montrent que les faits pour les-

1. *Les annales de l'Université de Grenoble*, 1891, n° 2.

quels s'exerce d'habitude la complicité, sont ceux qui entrent dans la compétence des Cours d'Assises. Ainsi : pour la France en 1883 les statistiques nous font voir une proportion de 1.30 délinquants pour une affaire et en 1891 ce chiffre remonte à 1.43. Pour les Tribunaux correctionnels nous avons en 1883 une proportion de 1.16, qui arrive en 1891 au chiffre de 1.20.

En Italie nous trouvons les complices dans une proportion de 1.63 et de 1.71 en 1889 pour les crimes , pour les mêmes époques nous avons 1.43 en 1882 et 1.48 en 1889, pour les Tribunaux correctionnels.

Quant à l'époque postérieure à l'introduction du nouveau Code pénal italien, il semble que la proportion que nous avons vue ne se maintienne plus, parce que pour les années 1890 et 1891 le nombre des complices se trouve réduite au chiffre de 1.67 et 1.66 pour les Cours d'assises et 1.56 et 1.58 pour les Tribunaux correctionnels. Cette baisse a son explication dans le fait, que le nouveau Code a correctionnalisé un grand nombre des crimes, qui étaient réservés avant 1889 à la compétence des jurys.

Si on envisage la question à un autre point de vue, on arrive toujours à cette conséquence que la complicité est produite dans le milieu le plus corrompu. En divisant les délits selon qu'ils ont pour but une intention de lucre ou au contraire la vengeance, la passion etc., on remarque que ce sont les premiers qui nous donnent le plus grand nombre des complices.

En effet, la passion, la vengeance sont des motifs per-

sonnels ; il arrive très rarement que plusieurs s'y associent pour accomplir un pareil crime, tandis que pour le vol la question change complètement. Dans le vol ou tout autre méfait qui est basé sur une idée de lucre, plusieurs personnes peuvent y prendre part car chacune aura un intérêt personnel.

Il est constaté d'autre part, que les crimes dont la cause est, soit la passion, soit la vengeance, sont commis généralement par des délinquants d'occasion. Le danger social n'est pas le même que dans l'hypothèse de délinquants d'habitude et puis le mal qu'on peut faire en s'associant avec d'autres est certainement beaucoup plus à craindre que le mal produit par un seul délinquant.

Le code pénal l'a ainsi compris ; plusieurs articles punissent plus gravement lorsque le délit est accompli par plusieurs. Cela prouve que le législateur lui-même a reconnu la nécessité de notre principe à savoir, que la complicité est une circonstance aggravante ; puisqu'il a appliqué ce principe dans les articles 276 et 381, 2° et encore dans le nouvel article 265 et suivants, reformés par la loi de 1893.

∴

Si on veut résumer tout ce qui a été dit plus haut, on arrive aux conclusions suivantes :

1° La complicité d'après les statistiques données augmenté partout ;

2° Elle est le fait des délinquants d'habitude, donc les plus dangereux au point de vue social ;

3° Les crimes atroces et les plus nuisibles au point de vue du but des criminels, rassemblent habituellement des complices ;

4° La complicité entraîne le plus souvent ceux qui sont d'un caractère faible dans cette « armée du crime » dont nous parlent tous les criminologues ;

5° Enfin, le législateur lui même reconnaît la justesse du principe de cette théorie, puisqu'il l'a déjà appliquée dans le cas d'association de criminels ; s'il a fait cela pour les associations, il faudrait qu'il en fit autant, mais dans une proportion moindre, cela s'entend, pour les sociétés moins nombreuses, puisque si le mal diminue dans ces dernières il ne disparaît pas.

Si on tient compte de tous ces faits, on ne doit pas hésiter un instant à considérer la complicité comme une circonstance aggravante et dès lors lui appliquer une peine en dehors de celle que le délinquant peut encourir pour sa part dans le crime.

SECTION III

Critique de la théorie de la complicité-délit distinct.

Nous avons vu les deux systèmes, qui se sont élevés contre la théorie classique. De même, nous avons vu les critiques adressées à cette théorie ; nous allons rechercher si une partie au moins de ces critiques ne peut s'appliquer également à la complicité-délit distinct.

Cette dernière théorie ne paraît pas de prime abord insoutenable, parce que tous ceux qui l'adoptent, nous font entrevoir que son but est des meilleurs. En effet, si les criminalistes de toute école, veulent arriver au moyen de punir le plus équitablement possible, les auteurs qui soutiennent la nouvelle doctrine prétendent l'avoir trouvé.

Il est vrai que les points de départ varient beaucoup pour ces auteurs mêmes et par cela ils arrivent à placer la complicité sur un terrain qui est en dehors de notre question. Ils envisagent en quelque sorte la base même du droit pénal. Tous ou presque tous (*Lombroso, Ferri, von Liszt, Nicoladoni* etc.) contestent le libre arbitre, c'est-à-dire le point d'appui de la théorie classique. Dès

lors on comprend la difficulté d'une entente quant à la complicité, étant donnée la divergence des points de vue.

Loin de croire que la route suivie par les écoles anthropologique et déterministe soit fausse, il nous semble cependant qu'il reste encore beaucoup à prouver.

Par conséquent, si on voulait réfuter la nouvelle théorie de la complicité-délit distinct, quant à son point de départ, ou serait obligé de s'attaquer à la constitution même des différentes écoles qui la soutiennent. On comprend qu'une pareille critique nous mènerait trop loin et dépasserait le cadre de notre étude.

..

Comment critique-t-on la complicité du droit classique ? Nous l'avons déjà indiqué. On dit que la question de la participation repose sur des notions subtiles et dénuées de toute valeur théorique ; ces distinctions sont superflues et sans but. Tout cela disparaîtrait si on prenait comme criterium non pas la distinction actuelle mais une autre qui se placerait au point de vue de l'intention des participants, autrement dit sur le fait psychologique et non sur le fait matériel. On voit tout de suite l'objection qu'on peut faire. En effet s'il est facile de définir un fait psychologique, il faut reconnaître aussi qu'il est très difficile de l'admettre comme seule base de la pénalité. Le fait psychologique échappe à notre analyse, parce que nous ne

disposons pas des moyens d'investigation suffisants, pour pénétrer dans l'âme de l'individu, là où résident les mobiles intentionnels.

D'autre part nous savons que toute action humaine est généralement considérée, comme la mise à exécution d'une intention ; c'est-à-dire que le fait matériel appartient intellectuellement à l'individu qui l'a commis.

Dans la théorie classique on procède par induction, on part du fait pour découvrir l'intention ; dans le système nouveau on laisse de côté le fait ou plutôt on veut y arriver en partant de l'intention.

On fait un grief à la participation de l'ancienne doctrine en soutenant qu'elle repose sur des notions subtiles ; il nous semble cependant parce que nous venons de dire, que cette objection s'applique d'avantage au nouveau système.

Dans l'opinion de M. Nicoladoni, on devrait punir même les faits de participation à la participation. Le congrès de Linz n'a pas jugé favorablement cette idée, parce qu'elle arrive à des complications inextricables.

Dans la direction indiquée par cet auteur, on serait obligé d'aller un peu loin, et on finirait peut être par tenter des procès de tendance : à faire par conséquent de l'arbitraire.

D'autre part, lorsqu'on considère le crime en lui-même, n'est-ce pas d'une évidente difficulté de séparer les éléments qui ont encouru dans la préparation, l'assistance ou dans son exécution ? Et lorsqu'on veut arriver à la séparation de tous ces actes, les uns des autres, on est

obligé de rechercher ce qui a un caractère principal et ce qui a un caractère accessive ou secondaire. Cette analyse s'imposant, on voit comment on retombe forcément dans la théorie classique.

Devant les difficultés présentées par la théorie de la complicité-délit distinct ; devant l'arbitraire auquel fatalement on serait conduit parce que nous manquons encore de moyens d'investigation nécessaires, pour découvrir la quantité de participation de chaque complice (bien entendu d'après le criterium pris dans ce système), nous considérons que dans l'état où cette doctrine est exposée, elle ne pouvait pas encore figurer dans une législation pénale.

..

Dans la théorie de la complicité-circonstance aggravante on ne s'intéresse pas beaucoup au fait criminel individuel ; on ne le laisse pas tout à fait de côté puisqu'on voit dans chaque acte de participation une double culpabilité, mais on y fait plus spécialement attention au danger social présenté par l'union de délinquants. Nous avons vu les statistiques pour la France et l'Italie en ce qui concerne ce genre d'association ; nous y ajouterons des observations faites dans deux autres pays.

Pour la Russie M. J. Orchansky, professeur à l'Uni-

versité de Karkow (1) dit, que d'après les statistiques de la criminalité dans son pays, on rencontre cette particularité notable : la tendance des criminels russes à se réunir en bande pour accomplir leur crime. Ainsi il y a de 35 à 55 pour cent des crimes, qui sont commis en association. Le savant russe contredit en cela d'autres auteurs qui soutiennent qu'actuellement les crimes, d'une façon générale, sont commis individuellement.

M. Orchansky ajoute que l'association dont il veut parler n'est pas organisée de la façon des bandes existant en Turquie, Espagne et Italie (ex. la célèbre Camora et plus récemment la Mafia), mais qu'au contraire cette association est tout accidentelle : « Le patron entraîne dans le crime son ouvrier ; le père aîné son cadet ; le sobre l'ivrogne ».

Cette observation, est parfaitement confirmée par la si intéressante étude sur *le crime à deux* de M. Sighele (2). Cet auteur, dans le chapitre intitulé *le couple criminel*, démontre que si dans bien des cas le crime est commis par des individus dépourvus de sens moral et animés de mêmes sentiments pervers, il y en a bien d'autres cas où un seul est le pervers, tandis que l'autre ou les autres exécutent la volonté du premier, auquel ils ne peuvent pas résister. Le premier, serait ce que cet auteur

1. Les criminels russes et la théorie de César Lombroso. *Extrait de l'Archivio di Psichiatria, Scienze Penali ed Antropologia criminale*, vol. XIV. Fascic. i-II.

2. En traduction « *Le crime à deux* » chez Masson, 1893, Paris.

nomme un *incube* ; l'autre ou les autres, les suggestionnés, seraient des *succubes*.

..

Pour la Roumanie nous reproduirons dans un tableau les chiffres données par les statistiques, que nous avons pu nous procurer, grâce à l'obligeante bienveillance du Service de statistique du Ministère de la Justice.

TABLEAU

Contenant le n° des affaires et des délinquants devant les Cours d'assises et les Tribunaux correctionnels de Roumanie pour une période de 17 ans : 1875-1891.

Année	Cours d'assises		Trib. correctionnels		N° d'accusés pour une affaire	
	affaires	accusés	affaires	accusés	Cour d'as.	Trib. cor
1875	1814	1688	31276	57185	0.93	1.38
1876	861	1578	39148	63505	1.83	1.88
1877	801	1474	37653	61909	1.84	1.64
1878	914	1780	46119	72105	1.94	0.25
1879	799	1519	43686	68419	1.90	1.56
1880	993	1560	12292	37379	1.57	3.04
1881	851	1505	18139	29183	1.78	1.63
1882	859	1429	20841	35038	1.65	1.68
1883	674	1172	22253	37287	1.07	1.71
1884	863	1522	21159	36010	1.00	1.71
1885	733	1265	23121	39961	1.06	1.70
1886	820	1463	22924	40146	1.08	1.75
1887	827	1722	20634	38600	2.08	1.87
1888	914	1724	17642	32207	1.88	1.88
1889	825	1520	21355	39110	1.84	1.83
1890	793	1401	19225	31115	1.78	1.72
1891	789	1417	21930	37119	1.79	1.71

Ce tableau nous montre qu'en Roumanie la criminalité est en décroissance, mais que la complicité augmente de plus en plus.

Pour l'année 1875 nous avons une moyenne de 0.93 délinquants pour une affaire en cour d'assises. En 1887 cette moyenne monte à 2.00 pour le même tribunal après avoir subi une légère diminution qui n'est cependant pas descendue au chiffre primitif.

Quant aux Tribunaux correctionnels, nous avons en 1875 la moyenne de 1.38 pour une affaire jugée par ce tribunal. Cette moyenne s'est élevée en 1880 à 3.04. Cette proportion effroyable ne s'est heureusement pas maintenue, puisque l'année suivante elle est tombée à 1.63. Depuis la proportion augmente régulièrement.

De ces chiffres il ressort qu'après 17 ans la proportion s'est élevée à une moyenne de 1.79 pour une affaire en cour d'assises de 0,93 qu'elle était en 1775. Pour les Tribunaux correctionnels, nous avons comme chiffres respectifs 1.38 et 1.71, pour les mêmes époques.

Nous avons donc une augmentation de 0.66 pour les cours d'assises et de 0.43 pour les Tribunaux correctionnels, pour une durée de 17 ans.

.

Personne n'ignore, que dans n'importe quel domaine *c'est l'union qui fait la force*; or, si cette affirmation est juste quant aux bonnes actions, elle doit l'être aussi

quant aux mauvaises. Par conséquent, si une telle quantité de réaction sociale est suffisante lorsqu'il s'agit d'un seul individu, elle ne le sera plus lorsqu'on se trouvera devant plusieurs malfaiteurs. La loi elle-même a compris les choses de la sorte, puisqu'elle punit l'association par elle-même, en tant qu'association et en dehors de la culpabilité individuelle des associés; dans ces conditions, n'y aurait-il pas une raison semblable pour la participation qui somme toute, est aussi une association quoique momentanée.

En dehors d'autres causes, dont l'influence ne peut pas facilement être niée, les peines contre l'association ont dû avoir aussi une certaine efficacité, puisqu'actuellement les associations des malfaiteurs n'existent que très rarement. pourquoi ne pas se servir du même moyen contre la participation ?

Les raisons que nous venons d'exposer et surtout les chiffres éloquents que les statistiques de tous pays nous donnent, nous obligent à considérer avec M. Sighele que « Le seul fait que le crime a été commis par deux personnes et non par une seule doit constituer *toujours* une circonstance aggravante (1) », et doit être puni en conséquence.

Nous n'ignorons pas qu'il y a des éminents auteurs (2) qui soutiennent qu'au moins pour le droit français, la peine

1. « *Le crime à deux* », pg. 150.

2. M. Le Poittevin, à son cours.

contre les complices serait suffisante, si les juges se tenaient dans leurs arrêts plutôt du côté du maximum; nous nous permettons cependant d'ajouter qu'avec le système auquel nous nous rattachons, on a l'avantage de faire comprendre aux coparticipants que la société ne leur impute passeulement leur fait personnel, mais encore le fait de s'être mis plusieurs ensemble pour commettre le crime. Il y aura donc deux culpabilités dont ils rendront compte : une personnelle et une autre générale ou commune à tous les coparticipants. C'est cette dernière qui sera la *circonstance aggravante*. Nous croyons qu'avec cette sanction spéciale, le délinquant réfléchira sur son action, avant d'entrer dans une combinaison quelconque.

Vu : le président de la thèse

LEVEILLÉ

Vu : le Doyen,

GLASSON

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

LISTE ALPHABÉTIQUE

des auteurs et des revues cités dans ce volume.

MM. Beaumanoir	MM. Lammasch
Beccaria	Le Poittevin
Bertauld	Leveillé
Blanche	Lilienthal (von)
Bludow (Comte de)	Liszt (von)
Bury (von)	Lombroso
Carnot	Nicoladoni
Chauveau	Orchansky
Cuche	Popineau
Faustin Hélie	Prins
Feri	Rossi
Foinitsky	Saleilles
Franck	Seuffert
Garçon	Sighele
Garraud	Speranski (comte)
Garofalo	Target
Getz	Thibierge
Henri Jolly	Van Hamel
Impalloméni	Zürcher
Lacointa	

Les annales de l'Université de Grenoble
Archivio di Psichiatria, Scienze Penali ed antropologia-
criminale.
Bulletin de la Société générale des prisons.
Bulletin de l'Union internationale du dr. pénal
Revista de drept si sociologia
Revista penale.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	
------------------------	--

PREMIÈRE PARTIE.

SECTION I :

<i>Définition. Association et complicité. Conditions nécessaires à l'existence de la complicité:</i> 1° Il faut que le fait auquel on a contribué, constitue une action principale et que cette action soit punissable. 2° Il faut que l'action principale soit qualifiée crime ou délit. 3° Il faut que le complice ait eu connaissance du fait principal et qu'il ait voulu remplir son rôle. 4° Il faut que la participation ait eu lieu de la façon déterminée par la loi.	9
--	---

SECTION II :

§ I. — <i>Le droit français : auteurs, co-auteurs, co-délinquants. Auteurs matériels et intellectuels.</i> — Les provocateurs ou instigateurs sont assimilés aux complices dans la législation française. Exposé de la critique qu'on fait au système du Code. Une provocation doit être punie comme infraction spéciale, alors même qu'elle n'aurait pas eu de résultat.	22
§ II. — <i>Législation comparée.</i> — Allemagne, Belgique, Espagne, Hongrie, Italie, Roumanie, etc., etc	29

SECTION III :

- § I. — *Droit français* : 1° *La complicité antérieure à l'exécution de l'infraction.* 2° *Complicité par des faits concomitants à l'exécution du délit.* 3° *Complicité postérieure à l'exécution du délit.* — Conditions nécessaires pour que le receleur soit punissable. Critique 39
- § II. — *Législation comparée.* — Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie, Code genevois, Hongrie, Pays-Bas, Roumanie, Russie, etc. 54

DEUXIÈME PARTIE

De la peine en matière de complicité.

SECTION I :

- § I. — *Système du Code français. Historique. Etat actuel.* — C'est un système traditionnel. L'interprétation de l'art. 59 du Code pénal 64
- § II. — *Législation comparée.* — Peine applicable aux complices en Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, Hollande, Hongrie. Italie, Russie, Roumanie, Suisse (allemande, romande, canton du Tessin, etc). . 74
- § III. — *Exposé des critiques faites au système du Code pénal français.* — Ces critiques n'ont plus la même portée depuis la réforme de 1832. Les législations qui abaissent la peine des complices reviennent indirectement au système du Code français. 86

SECTION II :

- § I. — *De l'influence qu'ont sur les complices les circonstances qui aggravent la peine de l'auteur principal.* 93

<i>a. — Circonstances aggravantes réelles.</i>	94
<i>b. — Circonstances aggravantes personnelles.</i>	96
§ II. — <i>De l'influence qu'ont sur les complices les circonstances qui atténuent la peine de l'auteur principal</i>	100
§ III. — <i>Législation comparée. — Système du Code pénal allemand et italien.</i>	102

SECTION III :

<i>La complicité dans le projet du Code pénal français. —</i>	
Comme dans le C. P. actuel les provocateurs sont considérés comme des complices. L'art. 30 du projet présente une très heureuse innovation. Discussion de l'art. 81. Comparaison du n° 4 de cet article avec l'art. 23 de la loi sur la presse du 24 juillet 1881. Dans le projet, on transforme le recel dans un délit spécial, indépendant du fait de l'auteur. Les conséquences de cette transformation.	105

TROISIÈME PARTIE.

Les nouvelles théories sur la complicité. Introduction à la troisième partie; L'Union internationale pour le droit pénal	111
--	-----

SECTION I :

§ I. — <i>Théorie de la complicité — délit distinct. — Congrès de Linz de 1895. Le système de M. Nicoladoni et Getz. Ces auteurs arrivent à des conclusions différentes, L'opinion de M. Foïnitsky sur ce sujet</i>	113
§ II. — <i>Le système de M. Von Liszt. Les critiques adressées par cet auteur à la théorie classique. L'école anthropologique italienne et la théorie de la complicité</i>	118

SECTION II :

Théorie de la complicité. — circonstance aggravante. —

Courte analyse du livre de M. Sighele. Le point de départ de cet auteur. Critique de la théorie de von Buri. Ce dernier arrive à la théorie classique, prenant comme base de son système le principe de causalité. M. Sighele voit une double culpabilité dans le fait du complice ; c'est pourquoi dans sa peine on doit tenir aussi compte de sa *temibilità* 122

M. Cuche et la nouvelle théorie. Les délinquants d'habitude sont le plus souvent des complices. L'examen des statistiques en Italie et en France. 126

Conclusions de MM. Cuche et Sighele. 128

SECTION III ;

Critique de la théorie de la complicité. — délit distinct. — Parmi les objections faites à la théorie classique, il y en a qui peuvent être adressées aussi à la nouvelle doctrine. Le criterium de cette dernière sans être faux, présente de graves difficultés en pratique. . . 130

La complicité augmente partout. Les affirmations de M. Orchansky sur la Russie. La complicité dans ce pays est de 35 à 50 pour cent. 133

Les statistiques en Roumanie, pour une période de 17 ans, confirme l'observation de M. Sighele et d'autres. . . 135

CONCLUSION 137

Liste *alphabétique* des *Auteurs* et des *Revue*s cités dans cet ouvrage 139

